Niveau(x) d'enseignement: 9 Numéro EDUQ : 8270060
Centre d'intérêt: 98

Sénéchal, Gilles-E.

L'impact de la formation sur le développement de l'agriculteur et de son entreprise / Gilles E. Sénéchal ; [pour le] Ministère de l'éducation, Direction générale de l'éducation des adultes, SEP. -- Québec : La Direction, 1979 [i.e. 1980].
vii, 216 p. ; 28 cm.

Titre de la couv. Code: 38-1140. Notes (part. bibliographiques) au bas des p.

Cote Dewey: 374.0123'09714/S475i (Cote LC: LC/5254.2/.03

Descripteur(s): *Agriculture *Formation professionnelle *Perfectionnement *Recyclage *Education des adultes

Identificateur(s) de sujet: *Carrière

Etude d'impact portant sur l'influence des activités de formation destinées aux agriculteurs adultes (formation de base, recyclage et perfectionnement) quant au cheminement de leur carrière (aspect professionnel et développement de l'entreprise). Les hypothèses formulées sont que: 1. la fonctionnalité (concept opérationnel d'impact) des cours destinés aux agriculteurs est variable et multiple; 2. les caractéristiques "volume de production" de l'exploitation agricole et "type de propriété" font varier chez les agriculteurs les fonctions remplies par les cours.

L'enquête a été menée en 1978 auprès d'un nombre restreint d'agriculteurs au moyen d'un questionnaire fermé rempli à l'occasion d'interviews. On a cherché à rejoindre des ex-étudiants qui avaient suivi des cours spécialisés et qui avaient eu le temps de transférer les connaissances acquises en comportements observables. Une commission scolaire régionale a été retenue dans chacune des trois grandes zones agricoles du territoire québécois (plaine de Montréal, région centrale, régions périphériques); à l'intérieur de ces commissions scolaires, trois groupes de dix agriculteurs ont été choisis en fonction des critères volume de production et propriété.

Pour conclure, le rapport compare les caractéristiques de l'agriculture dans les trois régions visitées (commissions scolaires régionales du Grand-Portage, Louis-Fréchette et de Yamaska) et résume l'impact de la formation auprès des agriculteurs. Il fait part de ses conséquences sur l'amélioration de l'espace cultivable et des méthodes de culture, l'amélioration du cheptel, l'amélioration de la gestion de l'entreprise agricole et examine les sources d'informations et les contributions aux associations. La première hypothèse a été vérifiée entièrement alors que la seconde l'a été partiellement, surtout en tenant compte des volumes de production.

Type de document: r
Région(s) administrative(s): 03, 062
Notice(s) connexe(s): 8270139, 8270142
Auteur de l'analyse: jr

E D U Q 8270060

Gouvernement du Québec
Ministère de l'Éducation
Direction générale
de l'éducation des adultes

479

L'IMPACT DE LA FORMATION SUR LE DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTEUR ET DE SON ENTREPRISE

GILLES E. SÉNÉCHAL
SEP. DGEA
JUIN 1979

38-1140

E D U Q 8270060

REMERCIEMENTS

Louise C. Laliberté a consacré beaucoup d'efforts pour cerner la problématique de cette étude, en établir la pertinence et les objectifs; elle en a également arrêté les grandes lignes méthodologiques. Enfin, elle a réalisé quelques entrevues avant de quitter le ministère de l'Education en août 1978. Ce travail porte sa marque; sans son engouement et son acharnement, il n'aurait peut-être pas eu ce souffle et suscité autant d'intérêt.

Je souligne aussi l'empressement que les responsables et les professionnels des services provinciaux du ministère de l'Agriculture ont toujours manifesté pour répondre à nos nombreuses questions.

Les responsables locaux de l'organisation de la formation agricole dans les CSR visitées et les agronomes locaux et régionaux nous ont fourni les informations nécessaires pour que nous puissions procéder à l'échantillonnage des agriculteurs à rencontrer et à rejoindre. Avec leurs indications et leurs conseils, nous avons pu atteindre les objectifs fixés plus aisément.

Je m'en voudrais d'oublier les principaux concernés par cette recherche, les agriculteurs: ils nous ont toujours accueillis de bonne grâce et ont consenti à nous consacrer le temps nécessaire même au milieu de pressants travaux.

Enfin, je retiens la collaboration soutenue qu'ont fournie Mmes Carmelle Beaulieu, Huguette Houde et Thérèse Lebel pour la dactylographie, la mise en pages et la correction de ce travail.

Je remercie vivement toutes ces personnes; c'est grâce à elles que j'ai pu mener à bien ce travail.

TABLE DES MATIERES

Page

INTRODUCTION

UNE ETUDE D'IMPACT 3

QUELQUES DEFINITIONS

1. L'impact 6
2. La formation professionnelle des adultes 7
3. Le cheminement 8
4. La carrière de l'agriculteur 8

PROBLEMATIQUE ET ENCADREMENT CONCEPTUEL

1. Le développement de l'agriculture et de l'agriculteur 8
2. La formation de l'agriculteur et sa professionnalisation 11
3. L'introduction de la rationalité en agriculture . . 14
4. Le cadre de l'étude de l'impact de la formation . . 19
5. Méthodologie 23
6. Techniques de cueillette et échantillon 24

CONCLUSION 26

PREMIERE PARTIE

LA FORMATION PROFESSIONNELLE ADULTE ET LES AGRICULTEURS DE LA COMMISSION SCOLAIRE DU GRAND-PORTAGE

INTRODUCTION

Les caractéristiques agricoles du territoire du Grand-Portage 33

Le type de production 34

Les producteurs rencontrés 34

I - L'exploitant agricole 40

Page

II - Les cours suivis et les commentaires des inscrits

Les cours suivis 43
Quelques commentaires 44

III - La formation et le développement de l'exploitation agricole

La formation professionnelle agricole en situation 46

1. L'amélioration de la terre et des méthodes de culture

L'amélioration de l'espace cultivable 51
L'analyse du sol et l'aide chimique 53
L'utilisation de semences de bonne qualité 54
Conclusion 54

2. L'amélioration du troupeau et de son rendement

L'amélioration du troupeau 56
L'amélioration du rendement du troupeau 58

3. L'amélioration de la gestion de l'entreprise agricole 61

4. L'exploitation des diverses sources d'information professionnelle 64

5. La participation des agriculteurs dans les diverses associations 69

6. L'opinion des agriculteurs à l'égard des cours de formation agricole 76

DEUXIEME PARTIE

LA FORMATION PROFESSIONNELLE ADULTE ET LES AGRICULTEURS DE LA COMMISSION SCOLAIRE DE L'YAMASKA

INTRODUCTION

Les caractéristiques agricoles du territoire de l'Yamaska 85
Les types de production 85
Les producteurs rencontrés 86

Page

I - L'exploitant agricole 91

II - Les cours suivis et les commentaires des inscrits

Les cours suivis 96

Quelques commentaires 96

III - La formation et le développement de l'exploitation agricole

1. L'amélioration de la terre et des méthodes de culture

L'amélioration de l'espace cultivable 98

L'analyse du sol et l'aide chimique 99

L'utilisation de semences de bonne qualité 100

Conclusion 100

2. L'amélioration du troupeau et de son rendement . . . 102

3. L'amélioration de la gestion de l'entreprise agricole 104

4. L'exploitation des diverses sources d'information professionnelle 107

5. La participation des agriculteurs dans les diverses associations 109

6. L'opinion des agriculteurs à l'égard des cours de formation agricole 114

TROISIEME PARTIE

LA FORMATION PROFESSIONNELLE ADULTE ET LES AGRICULTEURS DE LA COMMISSION SCOLAIRE LOUIS-FRECHETTE

INTRODUCTION

Les caractéristiques agricoles de la région visitée . . 121

Les types de production 122

Les producteurs rencontrés 122

Page

I - L'exploitant agricole 125

II - Les cours suivis et les commentaires des inscrits

Les cours suivis 128
Quelques commentaires 129

III - La formation et le développement de l'exploitation agricole

1. L'amélioration de la terre et des méthodes de culture 131

L'analyse du sol et l'aide chimique 133
L'utilisation de semences de bonne qualité 133
Conclusion 134

2. L'amélioration du troupeau et de son rendement . . . 136

3. L'amélioration de la gestion de l'entreprise agricole 138

4. L'exploitation des diverses sources d'information professionnelle 140

5. La participation des agriculteurs dans les diverses associations 142

6. L'opinion des agriculteurs à l'égard des cours de formation agricole 149

QUATRIEME PARTIE

CONCLUSION GENERALE: L'AGRICULTURE, L'AGRICULTEUR ET LA FORMATION

I - L'AGRICULTURE: une comparaison entre les caractéristiques des trois (3) régions visitées

Le territoire et l'agriculteur de la CSR du Grand-Portage 157
Le territoire et l'agriculteur de la CSR Louis-Fréchette 158
Le territoire et l'agriculteur de la CSR de l'Yamaska 159

II - L'AGRICULTEUR 161

Page

III - L'AGRICULTURE

La formation et l'amélioration de l'espace cultivable et des méthodes de culture 164

La formation et l'amélioration du cheptel 165

La formation et l'amélioration de la gestion de l'entreprise agricole 166

Les sources d'informations et les contributions aux associations 168

CONCLUSION 171

ANNEXES

ANNEXE I

Les diverses fonctions remplies par les cours 179

ANNEXE II

Les dimensions susceptibles de cerner la relation: cours suivis et situation de producteur 180

ANNEXE III

Coordonnées sociodémographiques des agriculteurs 182

ANNEXE IV

Expérience de travail des agriculteurs 184

ANNEXE V

Les types de production et les types de producteurs . . . 185

ANNEXE VI

Les types de cours et les commentaires formulés 187

ANNEXE VII

Les activités axées sur l'amélioration de la terre pour la culture

1. Aménagement du sol 189
2. Aide chimique 191
3. Qualité des semences 193

Page

4. A qui les agriculteurs se réfèrent-ils lorsqu'ils rencontrent des difficultés dans les activités d'amélioration de la terre pour la culture ? 195

5. Associations professionnelles de producteurs (horticulture et grande culture) et profits retirés de ces associations 196

ANNEXE VIII

Les activités axées sur l'amélioration du troupeau et de son rendement

1. Amélioration du troupeau 197

2. Amélioration du rendement 199

3. A qui les agriculteurs se réfèrent-ils lorsqu'ils rencontrent des difficutés reliées au bétail et à son rendement ? 200

4. Associations professionnelles d'éleveurs et profits retirés de ces associations 201

ANNEXE IX

Les activités axées sur l'amélioration de la gestion de l'entreprise agricole

1. Le système de comptabilité 202

2. Les calculs économiques et leur utilisation 204

ANNNEXE X

L'exploitation des diverses sources d'information professionnelle

1. Lectures spécialisées 205

2. Programmes agricoles à la radio et à la télévision . 206

3. Le recours aux spécialistes du MAQ 207

4. Le recours aux spécialistes des compagnies et des coopératives 208

ANNEXE XI

Les participations

1. Economiques 209

2. Politiques 210

3. Socioculturelles 211

Page

ANNEXE XII

La défense des intérêts des agriculteurs

1. Sentiment d'être défendus par les dirigeants actuels et raisons apportées 212

2. Le sentiment qu'ont les agriculteurs d'être en mesure de défendre leurs intérêts et sa justification . . . 213

ANNEXE XIII

Les cours demandés et les raisons invoquées 214

ANNEXE XIV

Les améliorations souhaitées à l'organisation et aux prestations 216

****

INTRODUCTION

UNE ETUDE D'IMPACT

Pareil titre donné à une étude n'est pas sans causer une certaine surprise mêlée d'appréhension. Au premier abord, il peut paraître quelque peu ambitieux d'avoir le dessein de mesurer l'impact de la formation destinée aux agriculteurs adultes sur leur propre développement et par voie de conséquence sur le développement de leur entreprise. Ensuite, pourquoi attacher autant d'importance à la formation dans un secteur de développement socio-économique qui, à première vue, semble entretenir peu de relation avec ce facteur ? A la conférence socio-économique d'avril 1978, les participants ont fait état des divers problèmes qui jalonnent le secteur de l'agro-alimentaire du premier jusqu'au dernier maillon de la chaîne alimentaire; à part une exception, la formation professionnelle n'a pas été mentionnée comme faisant problème et elle n'a pas été retenue parmi les diverses solutions.* Il faut reconnaître toutefois, que les sujets abordés lors du sommet agro-alimentaire étaient tellement vastes qu'ils nécessitaient une approche générale; on comprend mieux pourquoi la question de la formation n'a pas retenu l'attention.

---

* Au début de la conférence, seul le représentant du Conseil des salaisons du Canada, M. Jean Bienvenue, a attiré l'attention sur l'importance de la formation et du recyclage de la main-d'oeuvre dans son secteur: L'agro-alimentaire, Rapport de la conférence sectorielle tenue à Québec les 10, 11 et 12 avril 1978, publié par le Secrétariat des conférences socio-économiques, p. 29-30.

La formation des agriculteurs est depuis longtemps au coeur des préoccupations de ceux qui s'intéressent au développement de l'agriculture. Au siècle dernier, devant l'appauvrissement général des sols et la nécessité d'investir dans son amélioration, devant l'urgence de passer d'une agriculture routinière à une agriculture plus rationnelle axée sur l'économie de production, la spécialisation et la diversification des exploitations, plusieurs analystes éclairés avaient diagnostiqué un problème de connaissances agricoles; l'acquisition de ces connaissances devait aller de pair avec la réorganisation de la production. Plusieurs remèdes seront proposés tels que la fondation de cercles agricoles même dans les paroisses les plus reculées, la mise en circulation de journaux agricoles offerts gratuitement, la fondation d'écoles d'agriculture, la formation d'agriculteurs d'élite qui prêcheront par l'exemple ou encore, la mise en place d'un système d'auto-éducation au sein des cercles agricoles animés par des conférenciers qui feront naître le besoin d'un agent pédagogique dans le milieu agricole; ce qui, semble-t-il, concourra à la "formation du premier groupe d'agronomes québécois officiels".*

Depuis plus de cent ans, une série de mesures diversifiées, parfois reliées les unes aux autres, ont été mises en oeuvre pour remédier

---

* Dans une thèse récente où l'auteur se proposait de retracer l'origine de la profession d'agronome au Québec, ce dernier est défini comme un animateur, un agent pédagogique, une personne-ressource "au service d'une éducation agricole populaire". Cf. JEAN, Bruneau, Les idéologies éducatives agricoles (1860-1890) et l'origine de l'agronomie québécoise, Cahiers de l'ISSH, #07, Université Laval, Québec, 1977, p. 47-54.

au problème de connaissances chez les agriculteurs: formation professionnelle initiale dans les écoles aux différents niveaux pour la relève agricole, journées agricoles, expositions, journaux, émissions radiophoniques ou télévisées, sessions de formation organisées par le syndicat et les coopératives, etc. C'est dans ce contexte que les activités de formation destinées aux agriculteurs adultes ont été organisées dans les CSR à partir de 1966; elles étaient subventionnées par le biais du Programme de formation de la main-d'oeuvre du Canada et organisées par le ministère québécois de l'Education de concert avec le ministère de l'Agriculture.

Dès le début, ces activités de formation pour les agriculteurs adultes ont eu pour objectifs la formation de base, le recyclage et le perfectionnement. La formation de base, parce qu'on estimait que peu d'agriculteurs avaient reçu une formation professionnelle initiale. Récemment encore, on estimait que seulement un peu plus du quart de la relève agricole annuelle recevait une formation initiale.* Le recyclage et le perfectionnement afin que non seulement le producteur puisse s'adapter aux sciences et aux techniques qui sont en évolution constante

---

* En 1978, même si chacune des douze régions agricoles du MAQ avait au moins une institution dispensant certains profils du secteur agrotechnique du secondaire et si cinq (5) institutions de niveau collégial dispensaient de l'enseignement agricole, on estimait que seulement un faible pourcentage de jeunes qui se destinaient à devenir de futurs exploitants étaient touchés. Cf. LETTRE, Jean-Paul, Les services éducatifs offerts: impact et observation critique dans: La formation du futur exploitant agricole et son établissement, Exposés présentés au Colloque organisé le 25 mai 1978 par le Bureau de l'extension, Faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation, Université Laval, p. 17 et les suivantes.

en agriculture mais également qu'il puisse se spécialiser et introduire le plus de rationalité possible dans la gestion de son entreprise.

Après plus de dix ans d'activités de formation pour les agriculteurs adultes, il devenait impérieux de savoir si les efforts déployés dans ce secteur de formation avaient été fructueux.

Mais, pourquoi effectuer une étude d'impact de la formation sur le cheminement de la carrière des agriculteurs ? N'est-ce pas là nous exposer à des difficultés méthodologiques et techniques insurmontables ? Ne serait-il pas préférable d'évaluer la portée des actions sans entreprendre une étude d'impact ? Nous croyons qu'en donnant les principaux axes de cette étude, il sera plus facile d'en cerner les contours exacts et de mieux situer les difficutés méthodologiques et techniques de l'étude d'impact de la formation sur le cheminement de la carrière des agriculteurs.*

QUELQUES DEFINITIONS

1. L'impact

La mesure d'impact n'est pas de l'ordre de cause à effet;

---

* Nous reprenons parfois intégralement, parfois en les résumant, les principaux points de la problématique et de l'encadrement conceptuel rédigés en mai dernier par Louise C. Laliberté pour exposer l'orientation de l'étude aux membres du Comité consultatif provincial pour la formation des agriculteurs adultes.

nous avons voulu plutôt cerner l'influence, les liens, les rapports entre les phénomènes et entre les facteurs. Ainsi, nous abordons la notion de fonctionnalité des connaissances dans le sens de contribution des cours au développement de l'agriculteur et de l'agriculture et tout en étant bien conscients que d'autres facteurs peuvent intervenir dans le développement, favorisant ou nuisant à la contribution attendue des cours.

2. La formation professionnelle des adultes.

Nous avons considéré l'ensemble des cours suivis par les agriculteurs et nous leur avons assigné les objectifs suivants:

- transmission de connaissances de base en agriculture;
- transmission de connaissances plus spécialisées: techniques, agronomiques, juridiques, économiques, politiques;
- acquisition d'habiletés techniques, manipulables devant le moniteur (ex.: comptabilité, mécanique) et des habiletés plus diffuses découlant du processus éducatif ou informatif;*
- adaptation de l'agriculteur à l'environnement social, politique et économique;
- renforcement pour s'assurer et soutenir l'adhésion à un projet de développement de l'agriculture tel que défini par une partie des agents contrôleurs de ce secteur économique.**

---

* Nous pensons ici aux objectifs de socialisation de l'école.

** La première partie de la recherche portant sur l'organisation de la formation et intitulée, "Quelques jalons d'histoire de l'organisation de la formation agricole", démontre que les agents contrôleurs des contenus de formation sont très liés et se confondent souvent avec ceux qui orientent la recherche et le développement en agriculture. Est exclue l'influence des agents des firmes privées dont nous connaissons mal le rôle.

3. Le cheminement

Le terme est utilisé dans le sens de développement, d'évolution, de lente progression et il implique que nous laissions aux étudiants agriculteurs le temps de transférer les connaissances, les habiletés et les autres retombées de l'éducation dans des activités observables ou des attitudes repérables.

4. La carrière de l'agriculteur

Nous effectuons cette étude en ayant pour optique que les objectifs que nous avons assignés à la formation professionnelle peuvent avoir un impact à l'un ou l'autre des différents paliers des activités professionnelles de l'agriculteur:

- développement de l'entreprise agricole que l'agriculteur possède et exploite;
- développement professionnel pris dans le sens de mise à jour, de recyclage et de perfectionnement de l'entrepreneur;
- développement des capacités d'adaptation à l'environnement social, politique et économique.

PROBLEMATIQUE ET ENCADREMENT CONCEPTUEL

1. Le développement de l'agriculture et de l'agriculteur.

Les différentes transformations socio-économiques (économie de marché, urbanisation, rationalisation de la production

et de l'approvisionnement des sociétés occidentales ont influencé le développement de l'économie québécoise et plus particulièrement le secteur agricole. Il est facile d'en convenir à l'examen des statistiques illustrant ces phénomèmes depuis la Deuxième Guerre.* En agriculture, ces transformations ont entraîné l'électrification rurale, le développement des sciences agricoles et des nouvelles techniques, le recours à des substances fertilisantes inédites, l'assainissement du sol et l'aménagement foncier, la mécanisation et la spécialisation techniques s'accompagnant d'une augmentation du capital et de la productivité. Toutes ces nouveautés ont contribué à façonner de nouveaux comportements professionnels chez l'agriculteur, à modifier peu à peu la représentation qu'il se fait de son métier et à faire de ce dernier un chef d'entreprise qui, pour survivre et prospérer, doit s'insérer dans le système agro-alimentaire,** utiliser ces connaissances scientifiques et

---

* Cf. TREMBLAY, Réal-Yves, Le réseau de production dans une paroisse agricole, janvier 1970, Thèse de maîtrise, Université Laval, 108 p. FORTIN, Gérald, La fin d'un règne, Hurtubise H.M.H., Coll. Sciences de l'homme et humanisme, 397 p. DRUMMOND, W.M., Le progrès et les perspectives de l'agriculture canadienne. Commission royale d'enquête sur les perspectives économiques du Canada, janvier 1957, Ottawa, 445 p.

** Dans ce système, l'agriculture est au centre, l'amont étant composé de la production des moyens nécessaires à l'agriculture (machinerie, pétrole, engrais, etc.) et l'aval étant composé des industries qui utilisent les produits agricoles (alimentation, fibre, etc.).

techniques et introduire des principes rationnels dans la gestion de son entreprise.*

> "L'image traditionnelle de l'agriculteur québécois, individualiste et résigné, s'estompe devant celle de l'homme réceptif, protestataire, désireux de s'intégrer à la société globale. Les structures des exploitations familiales qui ont longtemps fait la croissance agricole se transforment dans deux directions: augmentation de la surface moyenne par absorption ou par fusion, intensification de la production. L'agriculture s'industrialise et se capitalise."**

Les principales transformations structurelles qu'a connues l'agriculture au Québec sont:

- la réduction du mombre de fermes;
- la diminution des fermes marginales;
- l'augmentation moyenne de la surface cultivée par ferme par:
  - l'irrigation
  - l'épierrement
  - la fertilisation
- la réduction de la main-d'oeuvre agricole;
- l'augmentation proportionnelle des frais d'exploitation et de dépréciation.

---

* ROY, Jean-Baptiste, L'agriculture au Québec, Service de l'information, MAQ, Québec, 1975, p. 21 à 26. MONDESTIN, Hubert, Les besoins de formation des futurs exploitants agricoles, dans La formation du futur exploitant agricole et son établissement, op. cit., p. 3.

** M. Gaétan Lussier, sous-ministre, ministère de l'Agriculture du Québec, Préface de l'agriculture au Québec, Roy, Jean-Baptiste, op. cit., p. 6.

Ces transformations ont été accompagnées:

- du maintien et de la consolidation de la propriété individuelle et du faire-valoir direct;
- d'une tendance de plus en plus marquée vers la production sous contrat (intégration verticale);
- de la création de plans conjoints et des offices de commercialisation garantissant aux producteurs les prix et aux marchés des approvisionnements constants.

Ces changements n'ont toutefois pas entraîné d'améliorations sensibles au rendement des investissements dans les exploitations agricoles comparativement au rendement des investissements dans les autres secteurs.

Ces caractéristiques de l'exploitation et de l'exploitant agricoles décrivent de façon assez exhaustive la profession agricole actuelle et nous pensons que la formation agricole a pu, elle aussi dans une certaine mesure, aider à l'émergence de cette profession. C'est la mesure de cette contribution que nous cherchons à établir.

2. La formation de l'agriculteur et sa professionnalisation

Nous nous proposons donc de répondre à la question suivante:

---

* Faire-valoir direct: mode d'exploitation dans lequel le cultivateur est propriétaire de la terre qu'il cultive.

la formation agricole contribue-t-elle à professionnaliser les agriculteurs ? si oui, de quelle manière ? Pour saisir les diverses facettes de cette question, pour cerner la situation qui prévaut en formation agricole et surtout, pour être en mesure de choisir les moyens susceptibles de répondre à nos interrogations, nous pensons qu'il est utile de faire état de certains travaux faits en sociologie de l'éducation et en sociologie des professions.

La sociologie de l'éducation considère globalement que l'école transmet différents types de savoir. Ainsi dans une société organisée sur la base de la division du travail et de la spécialisation des tâches, l'école actuelle se charge non seulement de la transmission de connaissances générales et de la socialisation aux principes d'organisation de cette société mais elle initie également aux divers rôles et fonctions que les individus ont à remplir en tant que producteurs-travailleurs. L'école ne définit pas les fonctions de travail; elle forme les individus pour qu'ils remplissent ces fonctions et qu'ils intègrent le statut social qui s'y rattache. Il arrive aussi parfois que l'Etat accepte de déléguer à un groupe d'individus spécialisés dans une occupation la responsabilité complète de former leurs futurs pairs; c'est le cas des corporations professionnelles ou de métier.

La formation et l'apprentissage exercent donc beaucoup d'influence sur le phénomène de la professionnalisation ou celui

du passage d'une occupation dite non professionnelle à celle déclarée professionnelle. En sociologie des professions, une étude récente nous fournit l'éclairage suivant:

> "Plus spécifiquement, l'occupation va chercher à élever les standard de formation et d'apprentissage. Elle développera des mécanismes d'intériorisation des normes, des valeurs et des symboles nécessaires à l'accomplissement de l'activité de travail.
>
> Pour plusieurs sociologues des professions, le développement des mécanismes de socialisation académique et professionnelle constitue l'élément le plus facilement observable de l'attrait exercé sur le statut professionnel. Cette fonction de socialisation est assurée par une école de formation autonome ou par l'association professionnelle elle-même.
>
> Ces structures pourront assumer les fonctions de qualification et de distribution de la main-d'oeuvre professionnelle à la condition que la société consente à accorder des ressources suffisantes au développement de l'occupation".*

Pour ce qui est des agriculteurs, il n'existe pas de mécanismes de socialisation académique et professionnelle (école autonome ou association professionnelle d'agriculteurs contrôlant la formation). Les seuls outils qui concourent actuellement à la qualification des agriculteurs (formation, vulgarisation, information) sont les écoles étatiques, les média, les services du MAQ, les compagnies vendeuses ou acheteuses; fait spécifique aux

---

* MAHEU, Claude, La professionnalisation des occupations d'affaires au Canada français, Thèse de maîtrise, Université Laval 1977, p. 15.

agriculteurs, le contrôle des contenus diffusés par ces "écoles" est principalement assuré par les membres de l'Ordre des agronomes, à qui l'Etat a délégué des pouvoirs spéciaux en la matière*.

De plus, dans le domaine agricole, la fonction "distribution de la main-d'oeuvre" est assumée par d'autres mécanismes que les écoles professionnelles autonomes et ces mécanismes, tels le régime de propriété des fermes et les politiques de soutien, d'encouragement ou de découragement à la production, sont de nature privée ou publique.

3. L'introduction de la rationalité en agriculture

Voilà pourquoi l'étude du processus de professionnalisation des agriculteurs par le biais de la formation et de l'apprentissage nous paraît inappropriée. Il semble plus pertinent, du moins pour le moment, d'examiner la professionnalisation sous l'angle de la rationalisation des fonctions de travail.

Des recherches importantes en sociologie des professions rattachent le phénomène de professionnalisation à ceux de la bureaucratisation et de la rationalisation des fonctions de travail;

---

* Bien entendu, il s'agit ici de mécanismes reconnus de socialisation. Il est fort probable qu'il existe aux yeux des agriculteurs eux-mêmes, d'autres mécanismes de socialisation, informels cette fois, transmis surtout par la tradition orale. Des savoir-faire et plusieurs conceptions du monde, de la société et de la profession d'agriculteur seraient ainsi transmis surtout de père en fils; ce qui concourrait à faire de cette profession une profession assez fermée et pourrait souvent expliquer une bonne part des résistances aux autres mécanismes de socialisation. On pourrait certes retirer grand profit d'une étude de la professionnalisation des agriculteurs par le biais des mécanismes informels.

ils placent ces derniers phénomènes à la base des sociétés capitalistes.* Dans Economie et société, Weber établit de la façon suivante la relation entre le développement de la rationalité en Occident et la structuration des marchés, la bureaucratisation et la professionnalisation:

> "The clear and uniform goal of this ascetecism** was the disciplining and methodical organization of conduct. Its typical representative was the man of a vocation or professional, (Berufmensh) and its unique result was the rational organization of social relationships".
>
> "This wordly asceticism as a whole favours the breeding and exaltation of the professionalism needed by capitalism and bureaucracy. Life is focused not on persons but on impersonal rational goals".***

Pour Weber, la bureaucratie est caractérisée entre autres choses, par la spécialisation des fonctions, les exercices routiniers des tâches et par la recherche de la rationalité dans l'organisation et le déroulement des activités sociétales:****

---

* Dans son travail sur la professionnalisation des occupations d'affaires, Claude Maheu se réfère aux travaux de Georges Ritzer et notamment, à un article intitulé: "Professionalization, Bureaucratization and Rationalization: The Views of MAX Weber", dans Social Forces, Vol. 53-4, June 1975. Ritzer, on le constate, s'inspire fortement du cadre explicatif développé par Weber.

** Pour Weber, l'éthique protestante avec son ascétisme, son sens du devoir ont entraîné le développement de la rationalité des actions sociales et sont à la source du capitalisme.

*** Deux extraits de Economy and Society, 1968, p. 556 et 1200, cités dans l'article de Ritzer, op. cit., p. 628.

**** Englobant toutes les sphères des activités exercées en société par opposition au monde physique-psychique.

> "... a mechanized routinized world in which professionals, bureaucrats and bureaucratic-professionals are all neat little cogs in a perfectly functionning machine".*

La bureaucratie et l'introduction de la rationalité dans les occupations favorisent le développement de la professionnalisation de ces dernières. Weber a étudié différents cas de professionnalisation et notamment les cas de la prêtrise, des métiers de l'armée et des professions juridiques. Dans le cas de la prêtrise, il retient les caractéristiques suivantes: power, doctrine or general systematic knowledge, rational training, vocational qualification, specialization, a full time occupation, the existence of a clientele, salaries, promotions and professional duties.**

Revenons maintenant au cas des agriculteurs. Peut-on observer pareille introduction du facteur de la rationalité dans le secteur de l'agriculture qui ait pu avoir des retombées sur les fonctions exercées par l'agriculteur, contribuant de cette manière au développement de la profession d'agriculteur ? Si on considère les caractéristiques de la professionnalisation telles qu'elles ont tendance à se manifester dans les organisations modernes occidentales,*** il

---

* Ritzer, Georges, op. cit. p. 633.

** Ibid, p. 631

*** Les travaux de Weber ont été réalisés à la fin du siècle dernier et au début du XX siècle. Cependant, ils ont servi par la suite à d'autres chercheurs pour étudier les phénomènes semblables dans d'autres secteurs, notamment le secteur industriel.

semble que les agriculteurs soient touchés du moins par les plus importantes d'entre elles. Ainsi, on sait que l'image que le ministère de l'Agriculture et les media diffusent de l'agriculteur moderne est celle du producteur spécialisé qui rationalise ses décisions, qui s'insère dans le système agro-alimentaire et qui met directement en application les "conseils" diffusés par les bulletins spécialisés. L'agriculteur est ainsi décrit comme un maillon d'un ensemble lui-même structuré, rationalisé, qui s'inscrit à son tour dans un ensemble plus vaste dont toutes les parties sont interreliées, l'agro-alimentaire. Il existe aussi une nouvelle catégorie d'agriculteurs en voie d'implantation, le producteur agricole fonctionnant sous contrat; ce dernier fait une démarche de plus vers l'organisation planifiée de la production agricole.

Le secteur de la production agricole s'est donc transformé comme les autres secteurs de production des societés industrielles; sous le couvert de la poursuite de la rationalité, nous retrouvons dans le secteur agricole, l'augmentation et l'amélioration de la production, la recherche de la rentabilité et de l'efficacité, l'introduction de principes de saine gestion, autant de facteurs interreliés qui ont entraîné la spécialisation, les contrôles de la production et l'insertion de l'expertise dans les comportements quotidiens du producteur.

Dans ce contexte de la recherche de la rationalité, l'école

est perçue comme un moyen parmi d'autres de transmission des connaissances techniques et de socialisation au projet de développement de l'agriculture et à la place que doivent occuper les agriculteurs dans ce projet.

C'est sous cette optique de la contribution de la formation à l'organisation rationnelle de la production agricole au Québec et au rôle dévolu à l'agriculteur que nous avons retenu certains efforts faits par la sociologie des professions.

Nous partons du postulat que la formation agricole qui a comme objectif

> "... d'offrir aux jeunes et aux adultes la possibilité de s'adapter constamment aux nouvelles formes de vie sociale, de techniques agricoles et de commercialisation qui se renouvellent plus rapidement que les générations agricoles..."*

transporte auprès de l'agriculteur les informations techniques et idéologiques qui l'inciteront à rechercher l'efficacité, à augmenter ses qualifications et à adhérer au modèle ou projet de développement véhiculé par les agents contrôleurs de ce secteur de production.

---

* Objectifs tirés des rapports généraux de l'Opération Départ, cités par SENECHAL, Gilles E., dans Quelques jalons d'histoire de l'organisation de la formation agricole, SEP, mars 1978, miméo. p. 7.

4. Le cadre de l'étude de l'impact de la formation

Précisons davantage le cadre de notre étude: nous considérons les cours de formation destinés aux agriculteurs exploitants comme un moyen de supporter le développement de l'agriculture du Québec en formant des agriculteurs adaptés aux exigences de la production des sociétés industrielles (connaissances techniques, économiques, politiques et sociales). L'organisation de ces cours et les contenus enseignés* visent donc plus spécifiquement les objectifs suivants:

- donner une formation de base aux nouveaux agriculteurs et même aux agriculteurs d'expérience qui n'ont pas reçu de formation initiale en agriculture;
- consolider et mettre à jour les acquis de base des agriculteurs d'expérience;
- donner une formation spécialisée;
- mettre à jour les connaissances spécialisées;
- permettre le recyclage des agriculteurs hors course;
- fournir une allocation stimulante qui incite les agriculteurs à suivre les cours;
- fournir une allocation de vie à ceux dont la ferme rapporte trop peu.

---

* Voir l'étude de Gilles E. Sénéchal sur l'organisation des cours et voir le contenu et les objectifs de chacun des cours offerts. C'est à travers ces contenus que sont véhiculés les connaissances techniques et le support idéologique aux fonctions de l'agriculteur des sociétés industrielles.

Par ailleurs, nous savons que les agriculteurs ne constituent pas un bloc homogène; d'abord, ils se distinguent au plan de la propriété des moyens de production: la plupart sont encore propriétaires de la terre et de l'ensemble de leurs moyens de production; un nombre sans cesse croissant d'agriculteurs sont partiellement propriétaires des moyens de production. Dans cette catégorie, on retrouve l'exploitant agricole à forfait qui fournit son travail, ses bâtiments et/ou sa terre (incluant les frais) contre un prix fixe des unités produites; on retrouve également l'exploitant à contrat de financement qui fournit les mêmes éléments mais cette fois, contre garantie d'achat des produits finis au prix du marché. Retenons comme caractéristique générale que les exploitants dans l'une et l'autre de ces catégories ne sont pas indépendants au plan de la production; ils dépendent notamment pour la fourniture du matériel nécessaire et pour l'expertise technique d'une compagnie ou d'une coopérative.

Une autre façon de distinguer les exploitants agricoles consiste à les répartir en trois catégories (petits, moyens et gros*) à partir du critère volume de production. Ainsi, nous avons considéré comme petits, les agriculteurs dont l'exploitation ne rapporte pas suffisamment pour les faire vivre; ils ont la plupart

---

* Nos différentes recherches auprès des services statistiques et économiques et des agents qui travaillent dans le milieu agricole ne nous ont pas fourni de critères stables de différenciation, mais nous ont fourni des indices nous permettant de faire des choix et d'effectuer un classement.

du temps un revenu net en bas du seuil de la pauvreté et doivent s'assurer un supplément de revenu par du travail à l'extérieur. Sont considérés comme moyens les agriculteurs occupés exclusivement à l'exploitation de leur ferme; le revenu net qu'ils tirent de leur principale spécialité équivaut à celui de l'ouvrier spécialisé ou à celui du professionnel salarié. Enfin, les gros exploitants produisent à une échelle industrielle dans une spécialité donnée et leur exploitation exige de la main-d'oeuvre (familiale ou extérieure).

En combinant ces deux éléments, type de propriété et volume de production, nous obtenons six types d'exploitants.

Volume de production / Propriétaire	Indépendant	Non indépendant
Petit	X	X
Moyen	X	X
Gros	X	X

Ces considérations étant faites, nous émettons l'hypothèse que l'impact des cours en formation agricole est variable selon le type d'exploitant rejoint.

Plus précisément, nous faisons l'hypothèse que:

1° La fonctionnalité* des cours destinés aux agriculteurs est variable et multiple;

2° Le type d'exploitation agricole est le facteur qui fait varier les fonctions remplies par les cours.

En effet, étant donné que nous considérons que les structures du secteur agricole tendent à se modeler sur celles du secteur industriel (phénomène d'intégration) et que dans ce secteur l'expertise et la propriété caractérisent les fondements de la division des tâches au sein des entreprises, on peut traduire la seconde hypothèse dans les termes suivants:

> Les caractéristiques "volume de production" de l'exploitation agricole et "type de propriété" font varier chez les agriculteurs, les fonctions remplies par les cours.**

L'examen de la réalité nous permettra de constater si nos hypothèses sont fondées ou s'il est nécessaire de les modifier.

---

* Le concept de fonctionnalité est pris ici comme concept opérationnel d'impact des cours; ce concept est établi en considérant le rapport entre les objectifs visés par les cours et, à l'analyse du matériel recueilli, les effets atteints.

** On retrouvera dans l'Annexe I les diverses fonctions remplies par les cours selon les types de producteurs.

5. Méthodologie

Pour vérifier ces hypothèses, nous cherchons à établir les différentes contributions de la formation agricole dans les activités professionnelles et à vérifier si ces contributions varient selon les types de production. Nous le faisons en nous rappelant que nous avons postulé que l'ensemble des informations techniques, l'"image" de l'organisation de la production agricole, le projet de développement de ce secteur de production véhiculé auprès des agriculteurs sont semblables quelle qu'en soit la source. En somme, les cours transportent un contenu informatif et idéologique semblable à celui transporté par l'agronome local, par l'émission télévisée, la "Semaine Verte", par l'hebdomadaire, la "Terre de chez-nous", ou encore par le vendeur de produits "Purina". Ce phénomène nous entraînera à prendre certaines précautions, lors de la cueillette d'informations pour distinguer l'influence des cours de celle d'autres "media" ou d'autres facteurs.

Nous avons établi les principales dimensions ou les principaux champs pour lesquels la formation est susceptible d'exercer une influence et pour lesquels nous estimons pouvoir repérer des comportements observables ou récolter des perceptions ou des opinions.* Nous cherchons à établir ces relations pour répondre aux

---

* Dans l'Annexe II, nous avons dressé la liste des dimensions qui nous ont permis de recueillir pour chaque interviewé, les informations décrivant sa situation de producteur, qui sera par la suite mise en relation avec les cours suivis, le comportement professionnel et les facteurs favorisant ou nuisant au développement de l'entreprise agricole.

questions suivantes:

1° Dans quelle mesure les cours ont-ils stimulé et soutenu l'agriculteur à développer des comportements professionnels correspondant à ce que les contrôleurs des contenus attendent de lui ?

2° Dans quelle mesure d'autres facteurs tels que la hausse ou la baisse des quotas, l'affaissement des marchés, etc., ont-ils favorisé ou nui à l'utilisation ainsi attendue des informations ou des connaissances acquises aux cours ?

3° Cette stimulation et cette utilisation sont-elles variables selon le type de producteur ?

6. Techniques de cueillette et échantillon

Notre objet d'étude étant complexe, nous avons préféré utiliser un questionnaire fermé rempli à l'occasion d'interviews d'un nombre restreint d'agriculteurs au lieu d'un questionnaire largement distribué. Les rencontres personnelles permettaient d'éviter les erreurs d'interprétation du côté des questions et des informations fournies. En outre, le questionnaire permettait d'assurer la cueillette de toutes les informations voulues et un traitement rapide des réponses.

Les critères principaux utilisés pour sélectionner les personnes à rencontrer étaient les suivants:

- choisir les ex-étudiants qui avaient suivi des cours spécialisés;*

---

* Nous avons cherché à atteindre les cultivateurs d'expérience, avancés au plan technique et qui ont fait ou non les écoles d'agriculture. Ces agriculteurs n'ont pas besoin des Blocs I à IV qui sont des cours de base.

- choisir ceux qui ont eu le temps de transférer les connaissances acquises en comportement observable;*

- choisir les agriculteurs d'une CSR qui dessert un comté relativement dynamique au plan agricole dans chacune des trois (3) grandes zones agricoles du territoire québécois:

  . la plaine de Montréal
  . la région centrale
  . les régions périphériques

  Nous pensons que d'une zone à l'autre, des facteurs physiques différents peuvent entraîner des pratiques de production spécifiques;

- choisir dans chacune des commissions scolaires trois (3) groupes de dix agriculteurs à partir du critère volume de production (faible, moyen, élevé) et en tenant compte autant que possible du critère propriété (indépendant, non indépendant). Pareil échantillon ne nous permettra pas de procéder à un travail d'inférence statistique, il pourra cependant nous donner une bonne connaissance qualitative des agriculteurs et du phénomène de la formation.

---

* En agriculture, nous pensons que le temps requis est relativement long. Nous avons décidé de rencontrer des agriculteurs qui avaient suivi des cours en 1975-76.

Lors de l'analyse des entrevues pour chacune des trois (3) CSR visitées, nous ferons état de la manière dont nous avons réussi à constituer notre échantillon de personnes rencontrées. En effet, nous avons procédé à une analyse séparée des informations recueillies dans chacune des régions visitées parce que nous pensions que des différences géographiques pouvaient entraîner à la fois des productions spécifiques et partant, des comportements distincts chez les producteurs. Par la suite, au moment de conclure, nous nous proposons de comparer les comportements des agriculteurs des trois (3) régions visitées.

CONCLUSION

La mesure d'impact s'inscrit donc dans un contexte de développement et d'évolution rapides de l'agriculture où l'introduction de la rationalité entraîne des changements sensibles dans les comportements de l'agriculteur. Ce dernier doit se spécialiser dans un type de production, acquérir les connaissances techniques et les habiletés de gestion nécessaires et mettre constamment à jour ces connaissances s'il veut survivre et prospérer. Tout ceci concourt à l'émergence d'une profession aux contours de plus en plus précis, la profession d'agriculteur.

Dans ce contexte de développement de la profession d'agriculteur, la formation et, de façon plus précise, la formation

dispensée aux agriculteurs adultes a été définie comme un moyen parmi d'autres, destiné non seulement au développement des connaissances mais également à l'acquisition d'habiletés, d'attitudes et de comportements qui soient compatibles avec le nouveau type de professionnel qu'est devenu l'agriculteur.

C'est sous cet angle précis et en prenant les précautions méthodologiques qui s'imposent que nous avons voulu procéder à l'examen de l'influence des cours sur le développement de l'agriculteur et de son entreprise.

PREMIERE PARTIE

LA FORMATION PROFESSIONNELLE ADULTE ET LES AGRICULTEURS DE LA COMMISSION SCOLAIRE DU GRAND-PORTAGE

INTRODUCTION

Les caractéristiques agricoles du territoire du Grand-Portage

Le territoire de la région agricole de la CSR du Grand-Portage fait partie de la région agricole no 1. Par la nature des sols, le climat, la superficie et la répartition des terres agricoles, par les types de production, la région agricole desservie par la CSR du Grand-Portage correspond non seulement aux principales caractéristiques de la région agricole no 1 mais également à celles de l'une des trois grandes zones agricoles, désignée par le ministère de l'Agriculture du Québec sous le vocable de "régions périphériques". Cette région agricole est composée de l'étroite plaine littorale et de la vallée du Témiscouata. Dès qu'on s'éloigne de cette plaine et de cette vallée, on se heurte tout de suite aux crans des contreforts appalachiens; la bonne terre se fait rare et le terrain est peu propice à la culture; le domaine sauvage et forestier voisine une grande partie des fermes de ce territoire. La saison de végétation est assez courte, 118 jours pendant lesquels la température est supérieure à 0° centigrade*; dans l'ensemble, le climat de la région ne favorise pas une agriculture intensive; aussi, n'est-il

---

* Les régions agricoles du Québec, publié par le ministère de l'Agriculture, Gouvernement du Québec, p. 13.

pas rare de voir un très grand nombre de producteurs agricoles aller chercher un supplément de revenu durant la saison morte dans le boisé privé qui habituellement, jouxte leur ferme.

Le type de production

Etant donné les conditions climatiques, pédologiques, topographiques et économiques de cette région, on ne peut s'attendre à une agriculture intensive et à des productions diversifiées. La production laitière occupe la majeure partie des exploitants agricoles; à cette production principale, s'ajoutent les productions végétales suivantes: les céréales, les fourrages et les pommes de terre.

Les plus grandes fermes de la région sont assez rares et se retrouvent pour la plupart, dans l'étroite plaine du littoral. La majeure partie des fermes qui généraient des revenus à peine suffisants pour assurer la subsistance de leur exploitant sont en voie de disparaître au profit de fermes de dimension moyenne dont les revenus assurent la subsistance de l'exploitant et de sa famille.

Les producteurs rencontrés

Je me proposais au début, d'établir dans chacune des commissions scolaires visitées, trois groupes de dix à douze exploitants agricoles qui avaient suivi des cours en 1975-76. Ces groupes

étaient constitués à partir du critère volume de production (faible, moyen, élevé) et j'escomptais aussi retrouver parmi eux des différences à l'égard du critère propriété (à forfait ou à contrat). En outre, comme la commission scolaire régionale du Grand-Portage dessert un vaste territoire qui s'étend, d'est en ouest, de St-Denis de Kamouraska à St-Simon de Rimouski et, du nord au sud, du fleuve jusqu'aux frontières du Québec, j'ai cherché également à choisir dans la mesure du possible, les exploitants d'un même rang, de rangs voisins ou encore d'un même village, afin de me rendre la tâche plus facile étant donné que je devais couvrir seul tout ce territoire. Les endroits visités furent les suivants: Notre-Dame du Lac qui regroupe les bonnes terres de la vallée du Témiscouata; Trois-Pistoles et Cacouna dont les fermes s'apparentent à celles qu'on retrouve dans la plaine du littoral de St-André de Kamouraska jusqu'à Rimouski; St-Hubert, St-Simon, St-Antonin et St-Alexandre dont les fermes s'éparpillent tout au long des contreforts appalachiens et qui représentent bien dans leurs caractéristiques pédologiques et topographiques une partie importante des fermes du territoire étudié.

Un peu de hasard s'est glissé dans le choix définitif des personnes rencontrées; les villages visités et les rangs parcourus étaient, la plupart du temps, trop éloignés les uns des autres pour qu'il soit possible d'obtenir et de fixer des rendez-vous à l'avance. J'ai choisi plutôt de me rendre sur place et de demander sur-

le-champ une entrevue. Pour ce faire, j'ai placé mes visites au début d'octobre, moment où, dans cette région, les récoltes sont à peu près terminées et où les labours d'automne ne sont pas encore commencés. Je savais à l'avance que, compte tenu des distances à parcourir et du temps nécessaire à l'entrevue, je pouvais rencontrer tout au plus, six ou sept exploitants agricoles par jour. Aussi, pour parer aux refus ou aux absences, j'avais constitué des échantillons de dix à douze personnes par jour, ce qui me permettait de réaliser mes objectifs quotidiens et d'enrayer les déplacements inutiles. J'avais donc, au départ, à l'aide des listes fournies par la commission scolaire, retenu près de cinquante noms d'exploitants agricoles en essayant de tenir compte des critères de sélection définis au début de la recherche. En cours de route, j'ai cherché à respecter la proportion d'individus par groupe (volume de production faible, moyen, élevé).

Malgré toutes ces précautions, je n'ai pas réussi à répartir également les individus dans les groupes: le groupe des producteurs à volume de production moyen est surreprésenté (23/30) comparativement aux deux extrêmes (6 à volume faible et 1 à volume élevé).

Est-ce l'effet du hasard ? Ou encore, est-ce dû au fait qu'en 1975-76, les inscrits aux cours de formation agricole ayant un volume moyen de production étaient surreprésentés comparativement

aux deux autres groupes ? En échangeant avec les principaux responsables de la sélection des candidats, j'ai réalisé qu'au cours des dernières années, ils privilégiaient d'abord les entrepreneurs agricoles dynamiques et vivant uniquement des revenus de leur exploitation. Autant que possible, ils éliminaient les petits exploitants qui, pour survivre, doivent compter sur des revenus provenant de travaux effectués en dehors de la ferme. Quant à l'autre extrême, les exploitants ayant un volume élevé de production, il est fort probable qu'ils soient sous-représentés; mais ils ne doivent pas être très nombreux dans le territoire de la commission scolaire puisque dans la région agricole no 1 qui court de La Pocatière jusqu'au Golfe St-Laurent, au recensement de 1971, on comptait 29 fermes seulement dont la valeur des produits vendus excédait $35 000.

Les échanges que j'ai eus avec les agronomes de la région ont contribué à dissiper mes craintes concernant le peu de représentativité des personnes rencontrées. Il semble en effet, que les gros exploitants agricoles sont assez rares dans la région. La majorité des exploitants ont une exploitation à caractère familial et réalisent un volume moyen de production. Les petits exploitants ont tendance à disparaître. Leur exploitation est acquise ordinairement par un exploitant moyen qui rentabilise de cette manière, son exploitation. Les producteurs rencontrés nous livrent donc ainsi, un portrait sans doute assez fidèle du producteur agricole actuel de cette région.

Avec ces producteurs, j'ai tenté de saisir l'impact de la formation professionnelle sur le cheminement de leur carrière répondant ainsi à la question formulée au début de la recherche: dans quelle mesure les cours de formation sont-ils un moyen de supporter le développement de l'agriculture du Québec en formant des agriculteurs adaptés aux exigences de la production des sociétés industrielles ? On se rappellera que cette question rejoignait l'objectif principal de la formation professionnelle adulte destinée aux agriculteurs:

> "Offrir aux jeunes et aux adultes la possibilité de s'adapter constamment aux nouvelles formes de vie sociale, de techniques agricoles et de commercialisation qui se renouvellent plus rapidement que les générations agricoles".*

Il s'agissait donc chez les personnes rencontrées, d'évaluer dans quelle mesure l'école a été un moyen de leur transmettre des connaissances techniques, de les socialiser au projet de développement de l'agriculture et à la place qu'ils doivent occuper dans ce projet.

J'essaierai de rendre compte de cette mesure d'impact dans le sens de la contribution des cours de formation agricole au déve-

---

* Extrait des rapports généraux de l'Opération Départ, cité dans Quelques jalons d'histoire de l'organisation de la formation agricole, Gilles E. Sénéchal, SEP, mars 1978, p. 7.

loppement de l'agriculteur et de l'agriculture en signalant au passage, les divers facteurs qui ont pu favoriser les effets attendus des cours ou encore, annuler à toutes fins pratiques, ces effets.

Pour ce faire, je reproduirai dans un premier temps, le portrait de l'agriculteur rencontré et je ferai ressortir ses caractéristiques sociodémographiques et celles de son entreprise. Ensuite, j'illustrerai de quelle manière, les cours suivis ont pu contribuer au développement de l'agriculteur et de son entreprise.

I - L'exploitant agricole

La moyenne d'âge des exploitants agricoles rencontrés s'établit autour de 40 ans. Les âges se répartissent de la façon suivante:

25 - 34 ans = 27%
35 - 44 ans = 32%
45 - 54 ans = 30%
55 et + = 10%

Ces exploitants ont acquis peu d'expérience de travail en dehors des travaux de la ferme. Ils travaillent à la ferme depuis qu'ils ont quitté l'école à la fin du primaire. Plus de la moitié d'entre eux ont travaillé à temps partiel à l'extérieur de la ferme avant de devenir propriétaires et responsables de l'exploitation vers l'âge de 23 ans. 30% des répondants continuent à travailler régulièrement à l'extérieur de la ferme sans doute pour trouver le revenu d'appoint nécessaire à assurer leur subsistance*.

Plus des 2/3 des personnes interrogées ont profité des conditions qui leur étaient offertes durant la saison morte pour

---

* Ceux qui travaillent régulièrement à temps partiel sont, soit des petits producteurs ou encore les producteurs classés au début de la moyenne et qui ont un quota laitier annuel inférieur à 250 000 livres.

entreprendre des études générales de niveau secondaire et ont complété un secondaire II.

Tous les agriculteurs rencontrés sauf un, ont comme formation professionnelle agricole, la formation dispensée aux adultes. Très peu ont une formation professionnelle de niveau secondaire (métiers).

Les exploitants agricoles qui ont accès aux cours de formation professionnelle pour les adultes sont pour la plupart des hommes. Depuis quelques années cependant, les responsables de la sélection admettent également les épouses des agriculteurs aux cours de gestion et comptabilité agricoles étant donné que ce sont ordinairement ces dernières qui s'occupent de la tenue des livres de l'entreprise. Dans la région visitée, elles étaient l'exception cependant. J'ai pu rejoindre l'une d'entre elles. Il m'a été donné aussi de rencontrer une femme chef d'entreprise qui était admise aux cours régulièrement depuis plusieurs années au même titre que les chefs d'entreprise masculins.

La plupart des agriculteurs rejoints ont la production laitière pour production principale. Plus de 60% des personnes interrogées ont une production secondaire (bois, érablière) qui,

en plus d'occuper les temps libres en saison morte, apporte souvent au producteur un revenu d'appoint qui lui permet de joindre les deux bouts. Quelques-uns des petits producteurs interviewés ont deux types de production d'égale importance insuffisants toutefois, pour assurer leur subsistance; ils doivent aller chercher à l'extérieur le supplément de revenu nécessaire.

Tous les producteurs rencontrés sont entièrement propriétaires de leurs moyens de production. Ils peuvent être considérés comme des producteurs à volume de production moyen: 23 producteurs produisent entre 200 000 à 400 000 livres de lait par année. La moyenne s'établit autour de 260 000 livres de lait par année.

II - Les cours suivis et les commentaires des inscrits

Les cours suivis

Les quatre blocs intitulés respectivement, formation sociale et économique, administration de l'entreprise agricole, production végétale et enfin, production animale, sont ordinairement considérés comme des cours préalables que les agriculteurs doivent avoir suivis avant de s'inscrire aux autres cours de gestion, de mécanique entretien ou encore, dans les spécialités de production.

Parmi les personnes rencontrées, cinq producteurs agricoles dont une femme, avaient été inscrits aux cours de comptabilité et de gestion agricoles sans avoir suivi les blocs au préalable; on comprend facilement qu'on inscrive directement à ces cours les épouses des exploitants agricoles sans respecter les préalables puisque présentement, elles sont admises uniquement à ces cours. Quant aux agriculteurs interviewés qui disaient n'avoir jamais suivi d'autres cours de formation agricole pour les adultes, il faut croire qu'on ait tendance de plus en plus, en certains endroits, à admettre à ces cours des exploitants qui n'ont pas suivi les cours considérés comme des préalables. Ce sont là cependant des exceptions; la majorité des personnes

rencontrées avaient suivi les blocs préalables; plus de la moitié d'entre eux avaient également suivi des cours dans les spécialités animales et végétales; dans la même proportion aussi, ils avaient suivi des cours de mécanique agricole. Comme on pouvait s'y attendre, ce sont les producteurs plus âgés qui ont suivi le plus grand éventail de cours. Quoi qu'il en soit, la plupart des exploitants rejoints avaient suivi un éventail assez large de cours représentant un bagage important de connaissances susceptibles d'avoir été transférées entre temps, en comportement observable.

Quelques commentaires

Presque tous les exploitants rencontrés ont eu pour unique formation professionnelle, la formation destinée aux adultes. Aussi, considèrent-ils la formation reçue comme une formation de base indispensable. Une fois les données de base acquises, ils jugent la formation dispensée en comptabilité et gestion ou encore dans l'une ou l'autre des spécialités végétales ou animales comme autant d'occasions de se spécialiser davantage dans un type de production et d'améliorer le rendement de leur entreprise.

Près du quart des répondants trouvent que l'échange d'informations entre producteurs à l'occasion de cours ajoute beaucoup au contenu même des cours.

Très peu d'agriculteurs mentionnent que les cours sont en même temps l'occasion de prendre connaissance des services offerts par le ministère québécois de l'Agriculture.

J'ai remarqué enfin, que les personnes qui avaient suivi les blocs et des cours dans les spécialités de production donnaient en général plus de commentaires favorables aux cours. Il est probable que ces derniers, après quelques années de recul, étaient plus en mesure de faire des liens entre les connaissances acquises aux cours et l'amélioration du rendement de leur exploitation.

III - La formation et le développement de l'exploitation agricole

La formation professionnelle agricole en situation

En abordant cette question, nous arrivons au coeur de ce qui constitue l'objectif principal de la recherche portant sur l'impact de la formation agricole: la relation entre la formation agricole et les diverses actions entreprises en vue de développer l'exploitation agricole. Il convient de rappeler le caractère approximatif de cette mise en relation: nous voilà non seulement plongés en pleine évaluation qualitative, ce qui déjà rend les rapports directs difficiles à établir, mais nous cherchons également à évaluer la portée d'un phénomène qui se manifeste la plupart du temps, au milieu de plusieurs autres et les accompagne sans nécessairement les transcender. Souvent, il est pratiquement impossible d'isoler ce phénomène pour en saisir la portée exacte. Tout ceci m'incline à marquer au coin de la prudence, l'exposé qui porte sur ces questions.

Voici un exemple pour illustrer mes propos: un agriculteur dynamique et désireux de rentabiliser son entreprise profite d'une occasion avantageuse pour acheter un quota de lait qu'il ajoute à celui qu'il possède déjà. Après quelque temps, il constate qu'il aura de la difficulté à produire du lait en

quantité suffisante pour atteindre le quota obtenu. Il croit qu'il lui faudra acheter une autre ferme, augmenter son troupeau, etc. Avant de prendre une décision, il choisit d'aller consulter l'agronome de son comté. Ce dernier connait bien les principales composantes de l'exploitation de celui qui le consulte, il en examine les qualités et les défauts pour être en mesure d'en faire valoir toutes les possibilités: irrigation déficiente, perte d'espace cultivable le long des fossés ou à la place des digues de roches, mauvaise technique de labour, engrais peu appropriés à la nature des sols et des cultures, alimentation du bétail peu contrôlée, absence de méthode de sélection du troupeau laitier, etc. Il se dit convaincu qu'en récupérant le maximum d'espace cultivable et en améliorant les techniques de culture, d'alimentation et de sélection du troupeau et en pratiquant une saine gestion, son client n'a pas besoin d'acquérir une nouvelle ferme pour réaliser ses objectifs. Moyennant les redressements nécessaires apportés à son exploitation présente, il pourra même dépasser son quota annuel. Il lui suffit de se prévaloir des octrois gouvernementaux pour faire creuser les fossés, arrondir les planches, enterrer ou déménager les digues de roches, en somme, pour récupérer le maximum d'espace propice à la culture. En outre, il lui conseille d'utiliser les services gouvernementaux pour les analyses du sol et de la nourriture produite et de s'inscrire au programme

provincial de contrôle laitier. Pour finir, il l'encourage fortement à s'inscrire aux cours de formation agricole et s'engage même à le recommander au jury de sélection.

L'agriculteur retourne chez lui sans être convaincu de tous les avancés de l'agronome. Il convient néanmoins de faire quelques essais avant de chercher à acquérir une autre ferme: il aménage l'un de ses champs en suivant les prescriptions de l'agronome, fait analyser le sol. La saison est propice. La récolte est abondante; elle surpasse même celle des dernières années. Entre temps, il s'inscrit aux cours de formation professionnelle et par le contenu des cours et les échanges avec d'autres producteurs, il réalise qu'il saisit mieux le sens et la portée des conseils de l'agronome. Quelques mois plus tard, stimulé par ce qu'il a réalisé au moment des cours, il adhère au programme provincial de contrôle laitier et à un programme fédéral de gestion. En outre, il s'intéresse davantage aux activités de son syndicat et de sa coopérative agricoles. Il y puise des informations qui, à la longue, s'avèrent précieuses.

Trois ans après sa visite au bureau local du ministère de l'Agriculture, il atteint aisément son quota laitier avec le même nombre de vaches et sans avoir eu à acheter du terrain pour

agrandir sa ferme. Survient une coupure générale dans les quotas laitiers; l'agriculteur doit diminuer sa production. Cette mesure l'amène entre autres choses, à remettre en question sa participation au programme de contrôle laitier et à ralentir ses activités dans l'amélioration et le développement de son entreprise.

Cet exemple rejoint l'expérience d'un bon nombre de producteurs agricoles. Il décrit bien le milieu complexe dans lequel s'inscrit la formation professionnelle destinée aux agriculteurs. L'élément déclencheur des diverses actions d'assainissement et de développement entreprises par l'exploitant cité en exemple a été sans aucun doute la visite chez son agronome local qui l'a informé des diverses politiques de soutien au développement qui elles, s'inscrivaient dans des stratégies fédérales et provinciales de développement de l'agriculture. La formation professionnelle s'inscrit dans ces stratégies et ces politiques. Elle les accompagne; elle aide l'exploitant à comprendre les stratégies de développement, l'orientation et la portée des politiques qui accompagnent ces stratégies; elle lui fournit l'occasion de se donner les connaissances techniques nécessaires afin de s'impliquer dans des activités de production qui lui seront profitables et qui sont aussi bénéfiques à la société dont il fait partie; elle l'habilite enfin, à devenir critique vis-à-vis les stratégies et les politiques arrêtées par

ceux qui le gouvernent. C'est dans cet univers complexe que nous cherchons à cerner l'impact de la formation agricole sur le développement de la carrière de l'agriculteur et sur celui de l'agriculture.

1. L'amélioration de la terre et des méthodes de culture

L'amélioration de l'espace cultivable

Depuis plusieurs années, le gouvernement québécois a adopté une gamme diversifiée de mesures de soutien à l'amélioration de l'espace cultivable en accordant des subventions au drainage de surface et au drainage souterrain, à l'épierrement, à l'enfouissement des roches et à l'arrondissement des planches. Tout ceci, afin de faciliter l'utilisation de la machinerie agricole, de récupérer tout l'espace propice à la culture, de profiter au maximum de la saison de végét.tion, d'augmenter la qualité des récoltes et enfin d'améliorer le rendement des diverses cultures. Bon nombre de ces mesures gouvernementales et des octrois qui les accompagnent, sont en vigueur depuis longtemps. Les agriculteurs ne s'en sont pas ou peu prévalus, soit par manque de conviction, d'information ou encore par manque de moyens financiers. L'augmentation graduelle des revenus des agriculteurs, l'assouplissement des règlements accompagnant les mesures gouvernementales et la diffusion de l'information portant sur les conditions d'accès à ces octrois, tout ceci a contribué à rapprocher ces programmes de l'agriculteur et à l'intéresser à ces activités de développement.

Le choix ou l'accent mis sur telle ou telle activité d'amélioration dépend en grande partie de la topographie d'une région agricole et de la nature de ses sols. Etant donné les caractéristiques topographiques de la région visitée qui comprend surtout des terres hautes, valonneuses dont l'égouttement est presque entièrement naturel, c'est sans surprise que j'ai constaté que seulement le quart des agriculteurs rencontrés disaient avoir entrepris ou être en voie d'entreprendre le drainage souterrain de leur ferme. Les actions d'amélioration du sol les plus courantes effectuées par les agriculteurs rencontrés consistent surtout en des travaux de drainage de surface, d'épierrement, d'enfouissement ou de déménagement de "tas de roches" et d'arrondissement des planches.

La majorité de ces travaux ont été entrepris avant les cours. C'est surtout ceux qui ont entrepris de faire du drainage souterrain qui disent avoir été sensibilisés aux avantages de cette forme d'amélioration à l'occasion des cours. Ou encore, s'ils étaient déjà gagnés à cette amélioration, ils admettent que les cours les ont amenés à mieux en saisir tous les avantages.

En général, seulement 36% des répondants font un lien explicite entre les améliorations apportées et les cours. Et c'est surtout ceux qui ont suivi le plus grand éventail de cours qui avouent avoir été influencés par les cours dans telle ou telle action d'amélioration de leur espace cultivable. Spontanément, les autres disent n'avoir subi aucune influence.

L'analyse du sol et l'aide chimique

Il semble que le recours à l'analyse chimique du sol pour connaître la nature de ses besoins en aide chimique avant de procéder à l'ensemencement soit devenu pratique courante chez la plupart des personnes interrogées. Près du quart d'entre elles disent avoir été incitées à cette pratique au moment des cours. Pour d'autres (22%), qui étaient déjà convaincues de l'utilité d'avoir recours à la technique afin de mieux faire le choix et le dosage des engrais, les informations prises aux cours à ce sujet ont été utiles pour lire et comprendre les résultats de l'analyse, pour connaître la composition chimique et la propriété des différents engrais et enfin la nature des besoins de chaque culture.

L'utilisation de semences de bonne qualité

La grande majorité des personnes rencontrées (83%) font l'achat de semences certifiées. Plusieurs parmi elles, l'utilisent de façon périodique, tous les deux ou trois ans; lorsque la récolte précédente a été bonne ou encore, lorsqu'elles sèment pour donner ensuite le champ en pacage ou encore, pour récolter du fourrage vert, elles préfèrent utiliser de l'avoine criblée après avoir fait évaluer le taux de germination.

Un quart des personnes rencontrées ont affirmé que c'est au cours qu'elles ont compris l'importance d'acheter des semences certifiées ou encore, de faire analyser les grains de la récolte précédente avant de semer.

Conclusion

Presque tous les agriculteurs rencontrés se sont engagés dans l'une ou l'autre des activités d'amélioration de leur espace cultivable et de la qualité de leur culture. Comme les techniques utilisées dans ce secteur de développement de l'agriculture deviennent de jour en jour plus complexes et sont en perpétuelle évolution, il était utile de

chercher à savoir si l'agriculteur à l'occasion des cours, avait appris à découvrir des sources privilégiées d'information pour mettre à jour ses connaissances ou encore, pour connaître la nature de ses erreurs en cas d'échec dans l'une ou l'autre de ses activités. En même temps, je tentais de découvrir s'il y avait développement dans le comportement de l'agriculteur dans ces activités passant du comportement traditionnel de celui qui se sent dépendant des forces de la nature et souvent fataliste à un comportement s'apparentant davantage à celui d'un entrepreneur dynamique qui, devant un problème, cherche, analyse et consulte pour trouver une solution et prendre une décision.

Plus de la moitié des agriculteurs disent qu'ils consultent les experts du ministère de l'Agriculture ou encore, ceux des compagnies lorsqu'ils font face à une difficulté. Le quart des gens rencontrés ne répondent pas à cette question soit parce qu'ils n'en saisissent pas le sens ou la pertinence. Seulement quatre agriculteurs m'ont semblé, devant des difficultés éprouvées, adopter un comportement qui ressemble à celui de l'entrepreneur autonome décrit plus haut.

2. L'amélioration du troupeau et de son rendement

Une autre façon de développer une exploitation agricole et d'en accroître le rendement consiste à améliorer la qualité du cheptel par l'achat de sujets pur-sang, par l'adhésion à un programme gouvernemental d'insémination artificielle, par la vérification constante du rendement de chaque sujet et par le contrôle de la qualité de la nourriture produite et de la quantité à distribuer pour un meilleur rendement. Il va sans dire que toutes ces actions ne peuvent être entreprises simultanément; elles le sont ordinairement au fur et à mesure que le producteur en perçoit les avantages.

L'amélioration du troupeau

Depuis plusieurs années le ministère de l'Agriculture du Québec a mis en place un programme d'insémination artificielle pour l'amélioration du cheptel laitier. A l'origine, ce programme n'a pas été offert dans toutes les régions de la province; il s'est étendu dans les régions périphériques plus tardivement que dans les régions situées à proximité des centres urbains si bien que dans certains coins de la province, les agriculteurs ont accès à ce programme depuis quelques années seulement.

Des services analogues ont été offerts par la suite aux producteurs de bovins de boucherie et aux producteurs de porcs. Pour ces derniers toutefois, ce service est récent et ne répond pas encore aux besoins des producteurs éloignés des centres urbains.

Tous les agriculteurs visités qui ont un cheptel laitier, se prévalent à des degrés divers cependant, du programme d'insémination artificielle. Un tiers (1/3) d'entre eux font inséminer tout le troupeau laitier. D'autres, dans une proportion légèrement supérieure (40%), ont recours au programme d'insémination seulement en partie. Ces derniers ont éprouvé divers problèmes techniques: difficulté à juger du temps propice aux saillies, surveillance constante, reprises nombreuses entraînant des dépenses supplémentaires, pas de vêlage, etc. Par prudence et par souci d'économie, ils préfèrent acheter un taureau pur-sang et y recourir au besoin. Les autres agriculteurs enfin, moins fortunés que les premiers, font inséminer les meilleurs sujets et ils élèvent un taureau demi-sang pour le reste du troupeau.

La plupart des agriculteurs rencontrés avaient déjà été sensibilisés à ce programme bien avant les cours, surtout par les agronomes et par les cercles d'insémination que ces derniers avaient formés. Ils réalisent toutefois, que les cours leur ont permis d'approfondir leur connaissance sur le plan technique, à savoir, comment choisir un taureau, comment déterminer le temps propice à la saillie, etc. Seulement trois des agriculteurs rencontrés ont affirmé avoir été informés des caractéristiques et des avantages du programme à l'occasion des cours.

L'amélioration du rendement du troupeau

Pour accroître la production d'un troupeau laitier, en plus de l'amélioration génétique par l'insémination artificielle et l'achat de sujets pur-sang, il existe aussi les techniques que le producteur peut utiliser pour faire une sélection des meilleurs sujets et pour doser la nourriture de manière à obtenir un rendement maximum.

Une gamme de programmes gouvernementaux est destinée à soutenir les producteurs qui ont recours à ces techniques: les Programmes (postal, régulier ou officiel) d'analyse des troupeaux laitiers du Québec (PATLQ), le Programme

canadien de contrôle de la production laitière et le service d'analyse de la nourriture produite dispensé par les bureaux régionaux du ministère de l'Agriculture.

Près du tiers des agriculteurs rejoints ne pratiquent aucune technique d'amélioration du rendement de leur troupeau laitier. Certains parmi eux ont déjà adhéré à un programme de contrôle laitier; mais, les coupures successives survenues dans leur quota laitier les ont découragés et, à tort ou à raison, ils ont démissionné du programme n'y voyant plus d'avantages.

Quelques-uns des producteurs font uniquement analyser la nourriture produite. Tous les autres ont adhéré à l'un ou l'autre des programmes de contrôle laitier et, pour être en mesure d'effectuer un meilleur contrôle, font analyser la nourriture qu'ils produisent. C'est surtout parmi les producteurs moyens que cette pratique est la plus courante.

C'est à l'occasion des cours que les agriculteurs (10/17) ont été sensibilisés aux divers programmes de contrôle laitier. Les autres avaient déjà été convaincus soit directement par des agronomes, des techniciens agricoles ou encore, par des voisins; les cours les ont confirmés

dans leur décision. C'est donc dire que les cours ont été pour beaucoup de producteurs une occasion d'être sensibilisés à l'un ou l'autre des aspects des programmes d'amélioration de la production laitière.

Une fois qu'ils ont adhéré au programme de contrôle laitier, les producteurs semblent assez à l'aise par la suite à l'occasion d'un problème technique ou d'un problème d'interprétation de résultats, pour discuter avec le technicien agricole préposé au contrôle laitier.

En plus d'adhérer à ces programmes, un certain nombre d'agriculteurs (7) font partie d'une association d'éleveurs de bovins laitiers; ils y voient comme avantages l'accès à des informations portant sur les techniques d'élevage ou encore, sur l'achat ou la vente de sujets.

3. L'amélioration de la gestion de l'entreprise agricole

Les exploitations agricoles ressemblent de plus en plus à de petites entreprises à caractère familial. D'autant plus qu'un nombre sans cesse croissant d'exploitants (3½% en 1977) se regroupent en coopérative, en société ou encore, incorporant leur entreprise. Les propriétaires de ces exploitations doivent adopter des méthodes de saine gestion et tenir une comptabilité à jour, s'ils veulent rendre leur entreprise rentable et prospère.

Les services des ministères canadien et québécois de l'Agriculture ont mis en place, surtout depuis une dizaine d'années, divers programmes destinés à favoriser l'adoption chez les exploitants de comportements de gestionnaires éclairés: Can Farm, le Centre d'information et d'analyse de gestion agricole (C.I.A.G.A.) et les Groupes d'étude en rentabilité agricole (G.E.R.A.). En outre, le ministère québécois de l'Agriculture (M.A.Q.) et l'Union des producteurs agricoles (U.P.A.) ont mis en circulation des instruments (Carnet jaune, Livre de comptabilité) destinés à faciliter aux exploitants agricoles la tenue d'une comptabilité. Pour appuyer ces initiatives, la Direction générale de l'éducation des adultes, en plus du programme du Bloc II portant sur l'administration de l'entreprise agricole, a élaboré une série de programmes portant sur la comptabilité et la gestion agricole.

La majorité des exploitants interviewés avaient déjà été inscrits à l'un ou l'autre de ces programmes. Il s'agissait pour nous de connaître le degré de satisfaction des personnes qui avaient participé aux divers programmes et l'influence des cours dans l'adoption de l'un ou l'autre type de comptabilité.

Le programme canadien Can Farm est celui qui a obtenu le plus de faveur auprès des agriculteurs rencontrés. Ceux qui adhèrent à ce programme transmettent à la fin de chaque mois des données concernant leurs revenus et leurs dépenses. Ces données reçoivent un traitement à l'aide de l'informatique et les résultats sont aussitôt retransmis aux agriculteurs participants. Parmi les agriculteurs rencontrés, vingt-cinq ont adhéré à ce programme. Les autres utilisent le Carnet jaune ou se sont fait un type de comptabilité personnelle.

Il va sans dire que l'influence des cours en comptabilité et gestion agricoles a été prépondérante dans l'adoption de Can Farm ou du Carnet jaune puisque le contenu des cours porte sur l'adoption de l'un ou l'autre de ces types de comptabilité. Beaucoup sont passés sans problème du Carnet

jaune à Can Farm et sont très satisfaits. D'autres, moins nombreux, sont passés du Carnet jaune à Can Farm pour revenir au Carnet jaune après avoir éprouvé des difficultés avec le programme Can Farm.

A quelques exceptions près, toutes les personnes rencontrées sont satisfaites de Can Farm. Avec ce programme, elles sont en mesure de connaître leur état financier à la fin de chaque mois. Elles peuvent également faire des calculs de rentabilité pour des investissements passés ou futurs.

En beaucoup d'endroits c'est l'épouse de l'exploitant agricole qui tient à jour la comptabilité et qui a pour tâche de recueillir les données et de les inscrire selon les presciptions du programme Can Farm. Pour cette raison, plusieurs femmes d'agriculteurs ont réclamé le droit d'être inscrites aux cours de comptabilité à la place de leur époux. De fait, les épouses d'exploitants agricoles sont admises aux cours de comptabilité dans plusieurs CSR et cette pratique s'étend de plus en plus. Tel que mentionné ci-dessus, les quelques femmes rencontrées lors des entrevues dans le CSR du Grand-Portage avaient été inscrites à ce cours à l'exception d'une seule qui était considérée comme un exploitant agricole à part entière.

4. L'exploitation des diverses sources d'information professionnelle

Les cours de formation professionnelle ne sont pas les moyens uniques mis à la disposition de l'entrepreneur agricole pour mettre à jour ses connaissances et se perfectionner; il existe aussi d'autres instruments de formation destinés à aider l'agriculteur à développer ses connaissances et à s'adapter aux conditions changeantes de son environnement social, politique et économique. A la rigueur, on peut penser qu'un agriculteur muni d'une bonne préparation académique puisse se donner le perfectionnement nécessaire par des lectures spécialisées, en assistant aux réunions et aux conférences organisées par des associations ou encore, par des contacts répétés avec les spécialistes du ministère de l'Agriculture ou des compagnies; ainsi, nous serions en présence d'un spécimen assez rare, un agriculteur autodidacte ayant repéré les sources d'information qui correspondent le mieux à ses attentes et qui sait les exploiter pour répondre à ses besoins de formation continue.

Mais cette espèce d'exploitant agricole est peu répandue. La plupart du temps, nous rencontrons des agriculteurs qui n'ont jamais reçu de formation professionnelle

initiale en agriculture avant de prendre possession de la ferme ancestrale vers l'âge de vingt-cinq ans. Auparavant, ils ont quitté l'école du village après une sixième ou septième année pour travailler à la ferme paternelle et dans les chantiers durant la saison morte. Ces agriculteurs ont appris à consulter au besoin les experts locaux du ministère de l'Agriculture qui leur ont conseillé de s'inscrire aux cours de formation agricole. D'abord réticents, ils y ont pris goût par la suite, d'autant plus qu'à ces cours, ils avaient l'occasion de rencontrer d'autres agriculteurs aux prises avec les mêmes questions. Les cours ont stimulé peu à peu leur intérêt pour des lectures spécialisées et pour une participation plus suivie aux diverses associations.

J'ai déjà souligné que, la plupart du temps, les cours accompagnaient et soutenaient des stratégies de développement de l'entreprise agricole. Il en va de même pour les différentes sources d'information auxquelles les agriculteurs peuvent se référer: les cours s'inscrivent dans cet ensemble de sources, le complètent sur certains points, en facilitent l'accès et l'utilisation. Aussi, avons-nous cherché à savoir dans quelle mesure les cours avaient encouragé les agriculteurs rencontrés à recourir plus souvent aux diverses sources de formation et d'information professionnelles mises à leur disposition.

L'une de ces sources privilégiées est sans aucun doute, les agronomes* et les techniciens locaux de MAQ. 70% des agriculteurs rencontrés disent qu'ils les consultent au besoin et qu'ils servent de référence générale pour les divers problèmes rencontrés dans leur exploitation. Certains ajoutent même qu'à l'occasion des cours, ils ont fait plus ample connaissance avec les agronomes et qu'ils se sentent maintenant plus à l'aise avec eux lorsqu'ils ont à les rencontrer. Il leur arrive aussi de consulter à l'occasion, les techniciens en moulées des compagnies et des coopératives.

C'est par des média tels que les journaux agricoles, la radio et la télévision que les agriculteurs peuvent trouver autant de façons d'être informés des développements en agriculture et de mettre à jour leur connaissance.

Rares sont les agriculteurs qui sont des lecteurs assidus de tous les journaux agricoles; c'est surtout en morte saison que les agriculteurs disposent du temps nécessaire

---

* Cf. JEAN, Bruneau, op. cit., p. 224.

pour lire leurs journaux. Durant les périodes intensives de travaux sur la ferme, ils disposent de moins de temps pour parcourir leurs journaux et il arrive souvent que c'est l'épouse qui en fait la lecture et qui transmet ensuite à son mari les informations qu'elle juge pertinentes.

La Terre de chez nous et le Bulletin des agriculteurs sont les journaux les plus lus. Plus de la moitié des agriculteurs rencontrés les lisent assez régulièrement. Quelques-uns ajoutent à ces deux lectures le Coopérateur agricole ou les Bulletins du MAQ. Un petit nombre d'agriculteurs (4) également peuvent être considérés comme des mordus des publications spécialisées en agriculture; ils lisent à peu près tout ce qu'ils reçoivent sur le sujet. Les agriculteurs qui lisent plus que la moyenne ont moins de 45 ans; ils ne semblent pas avoir une préparation académique supérieure aux autres; ils exercent ou ont exercé une fonction administrative ou représentative à l'U.P.A., dans leur coopérative ou encore, dans leur municipalité; ils ont suivi une grande variété de cours pour les adultes.

Concernant l'utilisation des autres média, tous les agriculteurs visités connaissent et regardent l'émission hebdomadaire télévisée, la Semaine Verte. Par contre, ceux qui écoutent les émissions agricoles à la radio sont peu nombreux.

5. La participation des agriculteurs dans les diverses associations

Les études portant sur les facteurs de participation dans les institutions sociales, culturelles ou économiques indiquent que le facteur culturel relié à l'existence de loisirs exerce le plus d'influence sur le degré de participation. C'est l'instruction qui vient en premier lieu; ensuite, le fait de pouvoir disposer de temps de loisirs est un autre facteur qui fait varier de façon significative le degré de participation. Les loisirs sont fort inégalement répartis parmi la population; par exemple, on considère que les fermiers ont moins de loisirs que les ouvriers industriels. On peut donc s'attendre à ce que ces derniers disposent de plus en plus de temps pour s'engager dans diverses formes de participation que les premiers. Ainsi, la participation aux associations volontaires, loin de diminuer les écarts entre les différentes classes ou groupes de la société, les accentue... "les associations volontaires confirment et raffermissent la position sociale des biens nantis. Elles contribuent à creuser davantage le fossé que l'écart des conditions socio-économiques a déjà posé entre individus".*

---

* DION, Léon, Participation et démocratie, Université Laval, 1970 ?, Mimeo, p. 106.

Le phénomène de participation des agriculteurs aux diverses formes d'activités socioculturelles et socio-économiques a été examiné en étant bien conscients de ces aspects et des limites inhérentes à son approche. Il semblait utile, dans une étude d'impact de la formation professionnelle sur la carrière des agriculteurs, de tenter de cerner l'influence de la formation sur leur degré de participation aux institutions qui les entourent. Nous pensions que la formation agricole était un instrument important d'information et qu'elle pouvait dans une certaine mesure exercer un impact sur le degré de participation: "La participation, on l'a vue, est fonction du degré d'information. Mieux on est informé, plus intensément on participe. Sans doute, l'information elle-même dépend de facteurs comme l'instruction, la profession et l'appartenance à des groupes. Mais, de nombreuses couches de la société réclament aujourd'hui plus d'informations sur les questions qui les concernent de près"*.

Tous les agriculteurs rencontrés s'intéressent à des degrés divers, aux institutions économiques propres aux agriculteurs; ils sont membres de ces institutions et assistent aux réunions lorsqu'ils sont convoqués. Beaucoup diront

---

* Ibid., p. 154.

qu'il s'agit là d'une participation très peu active; toutefois, nous avons été surpris de constater que près de la moitié des agriculteurs rencontrés ont déjà occupé ou occupent présentement l'un ou l'autre des postes d'administration ou de représentation, soit dans la coopérative locale, soit dans l'U.P.A. C'est d'ailleurs dans les institutions économiques propres aux agriculteurs que les participations actives sont les plus nombreuses. Si on considère que: "pas plus de 5% de la population sont actuellement très actifs dans la vie de leurs organisations, de 10 à 15% peuvent être considérés comme actifs, de 75 à 80% sont plus ou moins actifs"*, l'intérêt manifesté par les agriculteurs rencontrés à leurs institutions économiques et leur engagement dans leurs structures est pour le moins étonnant. Faut-il voir dans cet engagement l'influence de la formation reçue, rien ne nous l'interdit. L'examen du contenu des programmes de cours et des techniques employées pour diffuser le contenu (l'animation) pourrait sans doute nous expliquer ce taux élevé de participation**. Il y a tout lieu de croire également que ceux qui

---

* Ibid., p. 141.

** Le recours judicieux à la technique de l'animation suscitera des motivations favorisant la participation chez nombre d'individus qui ne peuvent être rejoints par les moyens ordinaires d'information. L'animation est essentiellement un processus d'auto-éducation conduisant à l'accroissement de l'aptitude des individus au sein d'un groupe à s'autodéterminer. Ibid., p. 155.

s'engagent dans les associations à caractère économique trouvent un profit personnel en y puisant des informations utiles à la conduite de leur propre entreprise.

Le tiers des personnes rencontrées s'engagent dans des associations à caractère politique, acceptant des postes de conseiller, de maire ou encore, des postes d'organisateurs dans les partis politiques.

Les participations passives et actives dans les institutions socioculturelles s'avèrent beaucoup moins nombreuses. Parmi ces institutions, nous avons retenu les institutions à caractère paroissial comme la Fabrique, les loisirs, la chorale, etc. Le degré de participation dans ces institutions est même un peu plus bas que celui dont nous avons parlé plus haut. Il peut être imputé en grande partie au manque de temps de loisirs qui caractérise habituellement la classe agricole.

En général, le petit nombre de ceux qui s'impliquent dans les institutions socioculturelles, s'impliquent également dans les institutions politiques et à caractère socio-économique. Ceux qui s'engagent le plus ont pour la

plupart, près de 50 ans*; ils ont une formation générale équivalant à un secondaire III qu'ils se sont donnée la plupart du temps en suivant les cours de formation générale décernés dans le cadre du PFMC. En formation agricole, ils n'ont aucune formation initiale; ils n'ont suivi que les cours dispensés aux adultes: en plus des blocs, ils ont suivi des cours en gestion et comptabilité agricoles et dans les spécialités de production. Ce sont des entrepreneurs agricoles assez dynamiques; ils ont un quota de production laitière supérieure à la moyenne (260 000 lb de lait). Quelques-uns parmi eux travaillent à temps partiel en dehors de la ferme. Ils ont pour la plupart de la main-d'oeuvre de relève qui leur permet d'assurer ces participations et dans certains cas, d'aller chercher à l'extérieur un supplément de revenu par du travail à temps partiel.

Les plus actifs dans les diverses associations sont ceux qui démontrent le plus fort sentiment d'autonomie par rapport aux dirigeants actuels et qui disent qu'ils sont assez puissants pour défendre eux-mêmes leurs intérêts, mais cette classe d'optimistes est minoritaire.

---

* Cette observation rejoint les constatations faites par ceux qui ont étudié le phénomène de la participation. "La participation varie selon l'âge. A compter de 25 ans le taux de participation s'accroît, il atteint son maximum entre 40 et 55 ans et décroît légèrement par la suite jusqu'à ce que la vieillesse réduise de façon draconienne le goût et les possibilités de participation". Ibid., p. 73.

La majorité des personnes rencontrées ne partagent pas cette vision de leur situation; même si elles ont le sentiment d'appartenir à une classe, ou à un groupe d'intérêt qui a un espace socio-économique bien identifié, elles n'envisagent pas pour elles un avenir très reluisant; le nombre des agriculteurs diminue d'année en année, ils réalisent qu'ils ne pèsent plus lourd dans la balance politique puisqu'ils ne constituent qu'à peine 4,5 à 5% des électeurs au Québec. En outre, ils se sentent impuissants à défendre leurs intérêts et sur ce plan, ils se trouvent plus désavantagés que les autres groupes d'intérêt, les syndicats ouvriers par exemple. Ils ne jouissent pas d'un pouvoir de négociation des prix de leurs produits comparable à celui des autres travailleurs; ils se disent limités dans leurs moyens de pression; ils ne peuvent pas faire la grève. Parce qu'ils disposent de moins de loisirs, ils semblent dire qu'ils n'ont pas le temps nécessaire pour s'occuper de leurs affaires. En outre, ils ont de la difficulté à se regrouper et à s'entendre sur les choses à revendiquer.

Cette vision pessimiste est partagée par la majorité des agriculteurs rencontrés. Quelques éléments de comparaison avec d'autres groupes de pression semblables à eux, les ramèneraient sans doute à des sentiments plus optimistes car, la

plupart du temps, les contributions à la vie des organisations se font rares et un peu partout, les membres éprouvent la même difficulté à se regrouper et à en arriver à des consensus.

Quoi qu'il en soit, le fait que presque tous les agriculteurs rencontrés portent un jugement critique à l'égard des politiques gouvernementales, se comparent avec d'autres groupes ou encore, formulent des demandes concrètes, indique que ces derniers sont relativement bien informés sur tout ce qui les concerne, soit par le biais des diverses associations de producteurs, soit par l'un ou l'autre des journaux agricoles, soit enfin à l'occasion des cours de formation agricole.

6. L'opinion des agriculteurs à l'égard des cours de formation agricole

Les institutions de formation qui dispensent des cours aux agriculteurs connaissent ordinairement le degré de satisfaction des agriculteurs à l'égard de chacun des cours dispensés. C'est pourquoi, nous avons tenté de recueillir une appréciation plus globale de la formation professionnelle destinée aux agriculteurs en demandant à ceux que nous avons rencontrés s'ils trouvaient cette formation utile, dans quel secteur d'activité ils désiraient recevoir d'autres cours et quelles étaient les améliorations qu'ils voulaient voir apporter à l'organisation de cette formation.

Nous n'avons recueilli que des commentaires favorables à la formation agricole. Est-ce parce que l'accès à cette formation donne droit à des prestations et qu'on s'estime chanceux en saison morte, de toucher une prestation, si faible soit-elle ? Est-ce parce que le nombre d'inscrits à ces cours est limité, qu'on est heureux d'avoir été choisi et qu'on voudrait bien continuer de l'être ? Ces éléments peuvent entrer en ligne de compte; toutefois, ils n'expliquent pas toute l'importance que les agriculteurs attachent

à ces cours. Les principaux commentaires recueillis se résument à ceci: les techniques de culture et d'élevage évoluent; il est indispensable de mettre à jour nos connaissances et de nous perfectionner si nous voulons développer notre entreprise et prospérer. On le fait dans tous les métiers et toutes les professions; c'est aussi indispensable pour nous.

Les agriculteurs rejoints attachent assez d'importance à ces cours pour vouloir laisser la place à de plus jeunes ou encore à leur fils lorsque, âgés, ils sentent que dans quelques années, ils vont céder leur entreprise à de plus jeunes.

A la question, dans quelle spécialité aimeriez-vous suivre d'autres cours, la moitié des répondants choisissent le secteur de la mécanique agricole en étant convaincus qu'en développant leurs connaissances et leurs habiletés dans ce domaine, ils pourront dans l'avenir, sauver du temps et de l'argent. Le plus grand nombre de choix se porte ensuite sur les cours dans les spécialités animales, ce qui est assez normal compte tenu que la majorité des agriculteurs interviewés sont des producteurs de lait. Les autres secteurs choisis sont ceux qui apportent un revenu d'appoint aux producteurs comme la sylviculture et l'acériculture. Les secteurs

de formation les moins choisis sont la gestion et la comptabilité agricoles et les spécialités végétales.

Dans l'ensemble, les agriculteurs rencontrés semblent assez satisfaits du contexte organisationnel dans lequel se déroulent les cours. La plupart s'accommodent bien des cours qui se donnent le jour de 9 à 16 heures. Quelques-uns préfèrent les cours donnés le jour mais, avec des horaires plus comprimés.

Enfin, nous avons cherché à savoir si les agriculteurs accordaient beaucoup d'importance aux prestations de formation. Nous avons été surpris d'apprendre que la majorité de ceux que nous avons interrogés réclament le statu quo; ils estiment que l'Etat doit donner une compensation monétaire à ceux qui font des efforts et même encourent des frais pour mettre à jour leurs connaissances en agriculture. Ils reçoivent cette prestation comme un encouragement, une bourse d'études et ils l'utilisent souvent pour récompenser l'épouse ou le fils dont la charge de travail est accrue lors de l'absence du père.

Deux agriculteurs réclament une augmentation des prestations; ce sont de petits producteurs qui considèrent ces prestations comme un revenu d'appoint.

Par ailleurs, trois agriculteurs seulement réclament l'abandon de ces prestations. Ils s'estiment déjà chanceux de pouvoir bénéficier gratuitement de cours de perfectionnement et ils jugent superflu d'accorder par-dessus le marché des prestations à ceux qui assistent au cours d'autant plus que les montants accordés sont à peu de chose près, insignifiants.

DEUXIEME PARTIE

LA FORMATION PROFESSIONNELLE ADULTE ET LES AGRICULTEURS DE LA COMMISSION SCOLAIRE DE L'YAMASKA

INTRODUCTION

Les caractéristiques agricoles du territoire de l'Yamaska

Le territoire de la CSR de l'Yamaska fait partie de la région agricole no 6. C'est en somme la région baignée par la rivière Yamaska qui, par son climat, la nature des sols et les types de production, possède à peu près les mêmes caractéristiques que la région baignée par la rivière Richelieu et la plaine de Montréal.

Cette région compte une grande étendue de sols les plus fertiles de la province et de plus, est favorisée par le climat. L'absence de relief du sol et sa nature argileuse rendent difficile l'évacuation naturelle des eaux; de là, la popularité du drainage souterrain. Les unités thermiques nécessaires à la culture sont assez élevées pour qu'on puisse cultiver le maïs grain et d'autres céréales tel le soya.

Les types de production

Même si l'exploitation laitière compte parmi les productions les plus importantes, elle tend de plus en plus à céder la place aux productions végétales sur une grande échelle comme la

culture du maïs grain, celle des fèves et des pois. L'aviculture et la production porcine ont aussi beaucoup d'importance étant donné la proximité des marchés de Montréal et les facilités d'approvisionnement en grains de provende.

Les conditions climatiques et économiques, de même que la nature des sols de cette région, sont excellentes; on peut donc y pratiquer une agriculture intensive et des productions diversifiées.

Les exploitations de grandes et de moyennes dimensions ne sont pas rares et la moyenne des revenus des exploitants de cette région se compare avantageusement à celle de l'ensemble des agriculteurs de la province.

Les producteurs rencontrés

Les trois régions agricoles choisies l'ont été en raison de caractéristiques propres et par le fait même, de différences au plan du type de production. Nous pensions que des producteurs qui avaient des spécialités différentes pouvaient également engendrer des comportements distincts. Dans une mesure d'impact comme la nôtre, il nous semblait intéressant de comparer les divers types de producteurs pour voir si la formation produisait les mêmes effets d'un type de producteur à l'autre.

Etant donné le très grand nombre de producteurs laitiers rejoints dans les deux autres régions, j'ai cherché le plus possible à rencontrer des producteurs spécialisés dans d'autres productions animales et dans les productions végétales. Vu entre autres choses, la pratique sans cesse croissante de la production de maïs grain, j'ai essayé d'atteindre les agriculteurs qui, en janvier 1976, avaient suivi le cours intitulé, "Production de maïs". Afin d'être en mesure d'établir des comparaisons avec les agriculteurs qui avaient suivi dans les deux autres régions les cours de "Gestion et comptabilité agricoles", j'ai voulu rejoindre également les agriculteurs qui, la même année, avaient suivi ce cours.

Comme dans le cas de la CSR du Grand-Portage, j'ai tenté de constituer trois groupes de dix à douze exploitants agricoles à partir du critère volume de production (faible, moyen, élevé) et j'escomptais également trouver parmi eux des différences à l'égard du critère propriété (à forfait ou à contrat). Même si le territoire de la commission scolaire régionale de l'Yamaska est moins vaste que celui du Grand-Portage, j'ai choisi autant que possible les exploitants d'un même rang, de rangs voisins ou encore, d'un même village, ceci, pour me faciliter la tâche et aussi parce que je devais couvrir seul tout ce territoire.

Les entrevues ont été réalisées à la mi-septembre, moment où la plupart des agriculteurs de cette région sont ordinairement plus disponibles étant donné que la majorité des récoltes sont terminées à l'exception de la récolte de maïs grain qui s'effectue au cours du mois d'octobre.

La majorité des exploitants rencontrés viennent des villages de St-Pie et de St-Damase qui regroupent les meilleures terres baignées par l'Yamaska et ses affluents. De même, j'ai visité des exploitants de St-Nazaire dont le territoire agricole plus accidenté, s'apparente parfois à celui des Cantons de l'Est. Enfin, j'ai rejoint quelques exploitants de Ste-Rosalie, de St-Jude et de St-Hugues.

Tout comme dans le cas de la CSR du Grand-Portage, le hasard s'est glissé dans le choix définitif des personnes rencontrées parce que j'ai choisi de me rendre sur place sans que ma visite ait été annoncée au préalable et de demander une entrevue. Toutefois, comme la plupart des endroits visités étaient situés à proximité de mon port d'attache, St-Hyacinthe, et que les exploitants choisis n'étaient pas très éloignés les uns des autres, il m'était relativement facile de retourner le soir lorsque le producteur était absent le jour.

Lors de mes déplacements, j'ai cherché également à respecter la proportion d'individus par groupe (volume de production faible, moyen, élevé). La répartition des exploitants selon leur volume de production est plus facile à réaliser dans les productions animales surtout à partir des quotas de production. Dans le cas des productions végétales comme les productions céréalières et l'horticulture pratiquées sur une échelle industrielle, la répartition suivant le volume produit se fait plus difficilement. Après avoir consulté quelques experts, la répartition suivante a été retenue: les agriculteurs qui ont de 150 à 300 acres en culture sont considérés comme ayant une exploitation moyenne; ceux qui ont moins de 150 acres sont considérés comme de petits exploitants et ceux qui ont plus de 300 acres, comme des gens qui exploitent sur une grande échelle et qui ont besoin d'embaucher des travailleurs au moment des semailles et des récoltes.

Muni de tous ces critères de sélection, j'ai cherché à répartir de manière égale les agriculteurs à rencontrer dans les trois groupes. J'ai connu plus de succès que dans le cas de la CSR du Grand-Portage; le groupe des producteurs à volume de production moyen est beaucoup moins élevé: 16 agriculteurs sur 32 comparativement à une représentation égale (8) dans les deux extrêmes. Les agriculteurs à revenu moyen sont sans doute encore

surreprésentés par rapport aux deux autres groupes. Toutefois, dans cette région plus qu'ailleurs, on remarque la disparition des petites exploitations au profit d'exploitations plus grandes qui tout en conservant un caractère familial, génèrent des revenus assez élevés pour assurer la subsistance de l'exploitant et de sa famille ou encore, au profit d'exploitations plus grandes qui ressemblent à de petites entreprises.

Si on tient compte des données du recensement du Canada de 1976, où on remarque que le nombre d'agriculteurs qui ont vendu des produits agricoles pour plus de $25 000 représente 36% du nombre total d'agriculteurs de la division de recensement de St-Hyacinthe comparativement à 30% pour l'ensemble de la province, nous pensons que, dans notre échantillon, les petits exploitants demeurent sous-représentés par rapport aux exploitants à volume moyen et élevé de production.

I - L'exploitant agricole

L'âge moyen des agriculteurs rencontrés s'établit autour de 42 ans; il est légèrement plus élevé que celui des agriculteurs de la CSR du Grand-Portage qui était de 40 ans. Les agriculteurs qui possèdent une entreprise de dimension moyenne sont ordinairement plus jeunes que ceux des deux autres catégories: leur âge moyen est de 40 ans comparativement à 46 ans pour les propriétaires de petites exploitations et à 42 ans pour les propriétaires de grandes exploitations. En général toutefois, l'âge moyen des agriculteurs rencontrés est plus bas que celui des agriculteurs de l'ensemble du Québec qui, en 1976, s'établissait autour de 45 ans*. L'âge des agriculteurs rejoints se répartit ainsi:

25 - 34 ans = 12,5%

35 - 44 ans = 50%

45 - 54 ans = 28%

55 et + = 9,5%

---

* Statistique Canada, Recensement du Canada de 1976, Agriculture, Tableau 31, Données sur les fermes de recensement déclarant des ventes de $2 500 ou plus, classées selon le genre de produit. Nous avons obtenu cette moyenne de la façon suivante: en établissant un point milieu dans chaque classe d'âge et en multipliant cet âge par le nombre d'exploitants dans chaque classe. Le produit obtenu dans chaque classe a été additionné et le total divisé par le nombre total d'exploitants.

Les deux tiers des exploitants rencontrés ont déjà travaillé à temps partiel ou travaillent encore régulièrement ou occasionnellement. Toutefois, on peut dire que pour la plupart, l'expérience de travail a été acquise surtout sur la ferme depuis qu'ils ont quitté l'école. Ils ont aussi fréquenté l'école plus longtemps comparativement aux agriculteurs de la CSR du Grand-Portage. Trois agriculteurs ont reçu une formation professionnelle de niveau secondaire autre qu'agricole. Plus du cinquième (22%) des agriculteurs ont reçu une formation professionnelle initiale en agriculture, ce qui est à peu près comparable au pourcentage provincial: près de 25% des agriculteurs auraient reçu une formation professionnelle initiale en agriculture en 1977-78.

Pour les 4/5 des personnes rencontrées, la formation agricole aux adultes a été l'unique formation professionnelle reçue; c'est donc dire toute l'importance que revêt la formation agricole à temps partiel aux yeux des agriculteurs: elle sert à la fois de formation initiale, de lieu de mise à jour des connaissances et de perfectionnement continu pour celui qui veut développer son entreprise et se spécialiser dans un type de production donné. Il n'est pas surprenant alors de constater que près de la moitié de nos interlocuteurs affirment que les cours de formation aux adultes servent de

formation de base indispensable; les autres les perçoivent plutôt comme les instruments d'une formation complémentaire. En général, ils formulent ces commentaires en connaissance de cause puisqu'ils ont participé à plusieurs sessions de formation.

Revenons à l'expérience de travail à temps partiel à l'extérieur de la ferme: ce sont surtout ceux qui ont été classés comme petits producteurs qui vont chercher le supplément de revenu nécessaire à l'extérieur de leur ferme. Cinq agriculteurs sur huit ont dit travailler régulièrement à temps partiel en dehors de leur ferme.

Comme dans le cas de la CSR du Grand-Portage, les exploitants agricoles qui ont accès aux cours de formation agricole sont des hommes; des quelques femmes qui ont eu accès aux cours de gestion et de comptabilité agricoles, nous avons réussi à en rejoindre trois.

Près des deux tiers des agriculteurs visités ont pour principales productions les cultures industrielles telles que le blé, le maïs grain, les fèves, les petits pois et la betterave à sucre. Parmi les petits producteurs, cinq sur huit pratiquent la grande culture. La proportion est supérieure chez les producteurs moyens: trois sur quatre ont adopté la

grande culture. Plus de la moitié des agriculteurs ont une seconde production qui nous a semblé constituer plus qu'un revenu d'appoint et contribuer à faire de l'entreprise agricole, une entreprise mixte. Dans certains cas, c'est une ferme laitière où l'agriculteur cultive du maïs grain, dans d'autres, c'est un producteur de maïs grain qui élève des volailles ou des porcs.

Revenons aux agriculteurs qui produisent du maïs grain et ont des contrats avec les compagnies pour cultiver des fèves et des petits pois. Ceux que nous avons classés comme des petits producteurs cultivent en moyenne 125 acres; les producteurs moyens cultivent 100 acres de plus; ceux que nous avons classés comme produisant sur une échelle industrielle ont près de 400 acres. Aux Etats-Unis, en novembre dernier, on estimait à 400 acres la grandeur minimum nécessaire à atteindre le seuil de rentabilité d'une ferme où on pratiquait les cultures industrielles telles que le maïs grain, le soya, le colza, la betterave à sucre, etc. Cette superficie en culture permet d'assurer à l'exploitant un train de vie décent*. Par ailleurs, on estimait que près de 70% des fermes américaines rapportaient des revenus inférieurs à $20 000 par année; ce qui amenait les

---

* The New American Farmer, Time Magazine, November 6, 1978, p. 58.

propriétaires de ces fermes à aller chercher un supplément de revenu à l'extérieur. Le 30% des fermes américaines classées comme fermes de moyenne et de grande dimension constituent 90% de tous les revenus provenant de l'agriculture*. Muni de ces informations, on comprend mieux pourquoi la majorité des petits producteurs rencontrés se voient dans l'obligation de travailler régulièrement à temps partiel à l'extérieur de leur ferme. Quant aux producteurs moyens, puisque leur entreprise n'a pas encore atteint le seuil de rentabilité en pratiquant les diverses cultures industrielles, on comprend également, pourquoi ils font l'élevage de porcs ou de volailles ou encore, ils pratiquent l'horticulture sur une plus petite échelle (fraises, maïs sucré, concombres, tomates, piments), parce qu'ils ont des enfants d'âge scolaire qu'ils utilisent pour la cueillette tout au long de l'été. Si on se fie aux barêmes américains, le nombre de fermes aptes à assurer un revenu décent à l'exploitant et à sa famille serait peu élevé même dans la région visitée. Toutefois, nous avons eu l'impression que la situation évoluait rapidement du côté de l'agrandissement progressif des fermes en vue de s'adonner à une pratique plus rentable de la grande culture; pour ce faire, les agriculteurs acquièrent des fermes plus petites où se pratiquait naguère l'horticulture ou la culture sur une plus petite échelle ou encore, l'industrie laitière.

---

* Ibid., p. 55.

II - Les cours suivis et les commentaires des inscrits

Les cours suivis

Tous les agriculteurs rencontrés, à l'exception des femmes et d'un agriculteur qui avait reçu une formation initiale en agriculture d'une durée de trois ans, ont suivi les blocs. Les femmes ont été inscrites directement aux cours de comptabilité et de gestion agricoles. En plus des blocs, trois agriculteurs sur quatre ont suivi des cours dans les spécialités de production, soit dans les spécialités animales, soit dans les spécialités végétales. Ordinairement, les mêmes agriculteurs ont suivi aussi les cours de gestion et comptabilité agricoles. Enfin, plus de la moitié des agriculteurs ont suivi un cours en mécanique agricole, ce qui correspond à peu près au nombre d'agriculteurs qui avaient suivi le même cours à la CSR du Grand-Portage.

Quelques commentaires

En plus de juger les cours à la fois comme une formation de base et comme un complément indispensables, beaucoup d'agriculteurs considèrent que les cours leur fournissent l'occasion de rencontrer les agronomes et divers spécialistes mais

surtout d'échanger avec d'autres et de partager avec eux leurs expériences: "Pour moi, les échanges avec d'autres producteurs sont aussi importants que le contenu des cours".

Du côté des femmes, on accorde beaucoup d'importance à ces cours et on demande: "Que les femmes des agriculteurs aient les mêmes droits et privilèges que leur mari !"

En novembre dernier, le Time Magazine soulignait la nécessité pour le fermier qui veut réussir, de devenir à la fois un financier, un vendeur, un ingénieur et un homme de science s'il veut être à même de suivre les bouleversements technologiques qui modifient les méthodes de culture et les relations à établir entre la nature de la terre et celle des choses à cultiver*. Les agriculteurs que nous avons rencontrés semblent déjà convaincus de la nécessité de se recycler constamment pour être en mesure de faire face aux changements technologiques. Par exemple, quelques agriculteurs ont remarqué "de grosses différences de rendement depuis qu'ils ont suivi des cours spécifiquement sur les engrais". Ils sont même devenus plus critiques: "ils se fient moins aux vendeurs d'engrais qu'auparavant".

---

* Time Magazine, op. cit., p. 55.

III - La formation et le développement de l'exploitation agricole

1. L'amélioration de la terre et des méthodes de culture

L'amélioration de l'espace cultivable

En décrivant la région visitée, nous avons déjà signalé que l'absence de relief et la nature argileuse des sols rendaient difficile l'évacuation naturelle des eaux et expliquait le recours fréquent au drainage souterrain. Cette mesure est destinée à augmenter de beaucoup le rendement des cultures dans cette région déjà favorisée par un des climats les plus cléments du Québec.

Lorsque la question portant sur l'amélioration de l'espace cultivable a été abordée avec les agriculteurs, c'est d'ailleurs au drainage souterrain que ces derniers se sont référés spontanément. Plus de quatre répondants sur cinq se sont engagés dans cette activité parfois, depuis plusieurs années. En effet, près de la moitié d'entre eux ont eu recours au drainage souterrain bien avant d'en entendre parler aux cours, ils ont été sensibilisés à cette mesure soit par l'agronome, soit par un voisin, soit par la publicité des compagnies. Quant à l'autre moitié, ils disent avoir

été gagnés à cette mesure surtout au moment des cours. C'est donc dire l'influence non négligeable qu'ont eue les cours dans l'adoption d'une mesure favorisant le développement et la rentabilité des cultures.

L'analyse du sol et l'aide chimique

L'analyse des sols et l'épandage d'engrais suivant les prescriptions semblent être des pratiques depuis longtemps acquises par les producteurs rencontrés. Quelques-uns d'entre eux font faire l'analyse de leur sol de façon plus sporadique; il s'agit pour la plupart d'exploitants dont les résultats d'analyse sont presque toujours les mêmes et qui pratiquent les mêmes cultures.

Cette pratique était acquise par les exploitants bien avant que ces derniers en entendent parler aux cours. Cependant, pour près du tiers des répondants, les cours ont surtout été utiles pour les confirmer dans cette pratique et pour leur faire connaître la nature et les propriétés des différentes sortes d'engrais.

L'utilisation de semences de bonne qualité

Même si l'achat systématique de semences certifiées n'est pas encore une pratique généralisée chez les agriculteurs québécois, il semble qu'elle le soit devenue dans la région visitée. On devine facilement pourquoi puisque la majorité des agriculteurs rencontrés produit du maïs grain, certains même produisent de l'avoine, de l'orge ou du blé de semence. Seulement cinq agriculteurs disent avoir été influencés au moment des cours, dans l'achat systématique de semences certifiées en vue d'augmenter le rendement des récoltes.

Conclusion

Dans une région favorisée à tous points de vue pour la pratique de cultures intensives et destinée à plus ou moins brève échéance à faire échec à la dépendance québécoise à l'égard des grains de provende, dans une région également qui a la chance d'avoir, dans son voisinage, un institut de technologie agricole qui exerce, à sa manière, une influence dans l'évolution des techniques de culture et de la mentalité des exploitants, il aurait été pour le moins surprenant de rencontrer des agriculteurs peu dynamiques dans l'amélioration

de leur espace cultivable et de la qualité de leur culture. C'est surtout les cours suivis dans les spécialités végétales qui ont apporté aux agriculteurs un complément d'information sur les avantages du drainage souterrain, la nature des engrais, la propriété des pesticides, etc. Les cours ont aidé à perfectionner les connaissances des agriculteurs dans ces différents domaines.

Près du tiers des agriculteurs consultent les experts du ministère de l'Agriculture lorsqu'ils rencontrent des difficultés dans l'amélioration de l'une ou l'autre des méthodes de culture. Un petit nombre seulement (5) adopte un comportement plus autonome devant une difficulté; il l'analyse et cherche une solution avant de s'en remettre aux experts.

2. L'amélioration du troupeau et de son rendement

Nous n'avons rencontré que sept producteurs laitiers qui se répartissent à peu près également parmi les petits, moyens et gros producteurs. Avec un échantillon aussi restreint, il s'avère toujours hasardeux d'établir des relations et de tirer des conclusions. Quant aux producteurs de porc, les questions n'étaient pas pertinentes pour eux puisqu'ils font uniquement de l'élevage sous contrat.

Comme on pouvait s'y attendre, étant donné que les producteurs rencontrés étaient situés à proximité de St-Hyacinthe, où se retrouve le centre provincial d'insémination artificielle, tous les producteurs rencontrés ont adhéré en tout ou en partie, au programme provincial d'insémination artificielle et ce, depuis plusieurs années. Les gros producteurs utilisent seulement ce programme en partie parce qu'ils possèdent un taureau pur-sang.

Cependant, nous avons été surpris d'apprendre que seulement deux producteurs sur sept faisaient le contrôle laitier; ces deux producteurs ont été classés comme producteurs moyens. Serait-ce là un signe que les actions visant le développement et la rentabilité de la production laitière

sont peu encouragées dans cette région qu'on destine plutôt à l'horticulture industrielle et à la production de grains de provende ?

3. L'amélioration de la gestion de l'entreprise agricole

Le fermier qui veut développer son entreprise pour qu'elle devienne rentable et prospère, doit investir constamment et souvent, de fortes sommes, soit dans l'achat d'autres espaces cultivables, soit dans l'achat de machines fort coûteuses, soit enfin dans la construction de bâtiments. Pour être en mesure de prévoir et de réaliser correctement les investissements et de faire face aux échéances des paiements lors d'emprunts, l'exploitant agricole doit se comporter en bon gestionnaire bien au fait de l'état de ses revenus et dépenses. Autrement, il risque de s'engager dans des transactions à l'aveuglette qui le conduiront inévitablement à la faillite.

C'est en vue de développer chez les agriculteurs des habiletés de gestionnaire que les programmes de gestion et de comptabilité agricoles ont été construits. En même temps, comme mentionné plus haut, les gouvernements mettaient en place divers programmes destinés à seconder les exploitants dans la gestion de leur entreprise.

Près de trois agriculteurs sur quatre ont suivi des cours en gestion et comptabilité agricoles. La plupart d'entre eux utilisent le "Carnet jaune" pour tenir à jour leur comptabilité et ce, contrairement aux agriculteurs de la région de Rivière-du-Loup qui avaient adhéré au programme fédéral Can Farm et utilisaient cette forme de comptabilité.

Les autres agriculteurs rencontrés disent qu'ils se sont fait une comptabilité personnelle (7) ou encore s'en remettent entièrement à un comptable pour la tenue de leurs livres. Tout comme nous l'avions remarqué pour les agriculteurs de la région de Rivière-du-Loup, les cours ont eu une forte influence sur les agriculteurs pour les amener à adopter une méthode comptable. C'est dans ce secteur de développement que l'incidence des cours est la plus forte.

En abordant la question de la gestion de l'entreprise agricole, nous avons cherché à savoir également si l'adoption de l'une ou l'autre méthode de comptabilité permettait à l'exploitant de faire à l'occasion, des calculs pour connaître la rentabilité de tel ou tel investissement ou encore, pour savoir si compte tenu de ses états financiers, il était réaliste d'envisager telle ou telle dépense.

Il n'est pas sûr que les agriculteurs aient compris le sens et la portée de cette question. Au-delà de 80% d'entre eux ont affirmé qu'il leur arrivait parfois de s'adonner à de tels calculs ou que la méthode comptable adoptée leur permettait de le faire. Mais il nous a semblé que peu d'agriculteurs procédaient régulièrement à des calculs de rentabilité. Ils préfèrent plutôt faire exécuter ces opérations par d'autres tout en leur fournissant les données nécessaires.

4. L'exploitation des diverses sources d'information professionnelle

Lors de l'examen des diverses sources d'information professionnelle autres que les cours auxquels les agriculteurs de la région de Rivière-du-Loup se référaient couramment, nous avions affirmé que ces derniers pouvaient, à la rigueur, se donner de la formation continue au-dehors de tout cadre institutionnalisé de formation. Nous pensions cependant que pareils cas étaient très rares et qu'il arrivait plus souvent, surtout chez les agriculteurs qui n'avaient pas reçu de formation agricole initiale, que les cours de formation destinés aux adultes servent de stimulant, aiguisent la curiosité en vue d'une utilisation plus assidue des diverses sources de formation et d'information professionnelles. Les cours auraient en quelque sorte pour effet d'augmenter l'intérêt et même d'aviver la fonction critique.

Plus de la moitié des agriculteurs lisent habituellement trois périodiques agricoles et plus. Les plus mordus ont suivi plusieurs sessions de cours; toutefois, il y a lieu de souligner ici une tendance plutôt qu'une relation entre le nombre de cours suivis et la lecture de périodiques agricoles.

Un nombre impressionnant d'agriculteurs (27) regardent assez régulièrement chaque dimanche le magazine agricole télévisé. Par contre, l'émission radiophonique "D'un soleil à l'autre" ne semble pas connue des agriculteurs rencontrés. Trois agriculteurs n'éprouvent aucun intérêt vis-à-vis les émissions agricoles de la radio et de la télévision.

Cinq des agriculteurs rencontrés disent qu'ils ne consultent à peu près jamais les spécialistes du ministère de l'Agriculture. Ils ont pour la plupart, des contrats en horticulture avec des compagnies d'alimentation ou encore, des contrats avec des coopératives ou des compagnies pour l'élevage de porcs ou de volailles. On comprend mieux pourquoi ces derniers entretiennent des relations surtout avec les spécialistes des compagnies. Tous les autres disent qu'ils rencontrent à l'occasion les spécialistes du ministère de l'Agriculture même s'ils ont quelques contrats de production avec les compagnies.

5. La participation des agriculteurs dans les diverses associations

Etant donné que la majorité des agriculteurs rencontrés pratiquent la grande culture et que quelques-uns d'entre eux font l'élevage sous contrat de porcs en faisant appel à des procédés presque entièrement automatisés, on aurait pu s'attendre normalement à ce qu'ils disposent de plus de loisir et qu'ils soient plus actifs dans les diverses associations. De plus, comme l'instruction exerce aussi beaucoup d'influence sur le degré de participation, et que le niveau de préparation académique s'avérait légèrement supérieur à celui constaté chez les agriculteurs de la CSR du Grand-Portage, le degré de participation aurait pu être lui aussi, plus élevé chez les agriculteurs de la CSR de l'Yamaska.

A l'examen toutefois, le degré de participation des agriculteurs de la région de St-Hyacinthe aux associations de nature économique, politique ou socioculturelle ne semble pas plus élevé que dans la région de Rivière-du-Loup. C'est encore la participation dans les associations de nature économique qui est la plus élevée; tous les agriculteurs font partie de ces associations et s'y intéressent en assistant à l'occasion aux réunions ou aux rencontres

organisées. Près de la moitié d'entre eux ont occupé ou occupent encore un poste dans l'une ou l'autre des associations.

Tout comme chez les agriculteurs de la région de Rivière-du-Loup, le degré de participation dans les associations à caractère politique et socioculturel décroit au point de ressembler aux diverses formes de participation chez les autres classes ou groupes de la société. La participation demeure assez bonne dans les associations à caractère politique; des seize agriculteurs qui se disent intéressés à ces associations, dix y ont occupé ou y occupent encore un poste de responsabilité. Dans les associations à caractère socioculturel, le degré de participation est légèrement supérieur à celui observé pour l'ensemble des citoyens. Seulement huit (25%) agriculteurs s'intéressent à ces associations; de ce nombre, cinq d'entre eux peuvent être considérés comme des membres très actifs.

Les agriculteurs les plus actifs dans les associations volontaires ont aux alentours de 45 ans. Ils ont neuf ans de scolarité; quelques-uns d'entre eux ont même reçu une formation initiale en agriculture. Ils sont propriétaires de leurs moyens de production et travaillent très rarement en dehors de leur ferme. Ils ont suivi plusieurs sessions

de cours destinés aux agriculteurs adultes. Ce sont pour la plupart des entrepreneurs assez dynamiques qui ont investi dans le drainage souterrain de leur ferme et qui utilisent des instruments de gestion de manière à administrer sainement leur entreprise.

Les agriculteurs les plus prospères parmi ceux qui sont actifs dans les diverses associations sont aussi ceux qui manifestent le plus d'autonomie vis-à-vis les dirigeants actuels; ils sont satisfaits du genre d'appui que leur accordent les dirigeants et se disent de toute façon assez outillés pour défendre eux-mêmes leurs intérêts.

Pareille manière de réagir face aux dirigeants actuels et aux politiques qu'ils préconisent semblent toutefois assez inusitée. En effet, près de 60% des personnes rencontrées se disent plus ou moins protégées par les dirigeants actuels; ils sont mécontents des politiques qu'ils préconisent; certains même étayent leur critique par des comparaisons avec d'autres groupes de la société.

Les agriculteurs qui s'impliquent le plus dans la vie de leurs organisations sont ordinairement ceux qui ont développé les plus forts sentiments de confiance et d'autosuffisance pour la défense de leurs intérêts. Tout en étant conscients du fait qu'ils ne bénéficient pas du même rapport de force que les autres groupes de travailleurs ils sentent qu'ils appartiennent à un groupe spécifique et qu'ils ont en main certains atouts qui leur permettent d'assurer la défense et la promotion de leurs intérêts.

On peut dire également que beaucoup d'autres agriculteurs partagent ces sentiments quoique à des degrés divers. Certains par exemple, disent que les agriculteurs ne se défendent pas assez et ils estiment qu'ils devraient se montrer à la fois plus vigilants et plus solidaires. D'autres se disent insatisfaits de la façon dont leurs intérêts sont pris en compte et défendus; ils expriment en même temps leur impuissance à redresser la situation. Ces quelques agriculteurs se répartissent également chez les différents types d'agriculteurs. Les plus pessimistes, c'est-à-dire, ceux qui sont insatisfaits de la façon dont on défend leurs intérêts et qui, de toute manière, se disent impuissants à les défendre, sont peu nombreux (3) et on les retrouve chez

les petits producteurs. Si on compare les agriculteurs rencontrés à d'autres groupes d'intérêt, il convient de souligner qu'ils semblent beaucoup plus au fait de leur situation socio-économique vis-à-vis l'ensemble de la société, de leur rapport de force et des moyens limités dont ils disposent pour défendre leur cause. Il y a peut-être lieu de voir là le résultat d'un ensemble conjugué de moyens de formation et d'information tels les cours, les média d'information parlée ou écrite, les campagnes d'information menées par le syndicat et par les diverses fédérations de producteurs.

6. L'opinion des agriculteurs à l'égard des cours de formation agricole

Quelques-uns des commentaires favorables aux cours agricoles ont déjà été soulignés: pour certains, les cours ont servi de formation de base; pour d'autres, ils leur ont permis de se recycler, de se rapprocher des agronomes; pour d'autres enfin, ils se sont avérés des instruments utiles en vue de se spécialiser dans un type de production.

Pour juger de la satisfaction des agriculteurs à l'égard des cours, nous leur avons demandé s'ils désiraient suivre d'autres cours, dans quelle spécialité et pour quel motif.

La plupart ont répondu par l'affirmative. Les quelques exceptions ont donné pour raison soit l'âge, les contrats de production avec les compagnies ou les coopératives qui fournissent toutes les expertises nécessaires. Quelques-uns enfin, préfèrent laisser la place à de plus jeunes.

Compte tenu du type de production spécifique à la région visitée, plus de la moitié des agriculteurs se sont dits intéressés à suivre des cours dans les spécialités végétales. Viennent ensuite les cours de mécanique agricole (25%) et les spécialités animales (19%).

Pour appuyer leur demande ils évoquent les motifs suivants: ceux qui ont choisi les cours de mécanique agricole l'ont fait pour des raisons d'économie de temps et d'argent; d'autres plus nombreux (25%) désirent que leurs connaissances en agriculture soient mises à jour continuellement; enfin, plus de la moitié des agriculteurs rencontrés désirent suivre des cours en vue de se spécialiser dans un type de production.

En dernier lieu, nous avons cherché à savoir si, de façon générale, l'organisation des cours leur plaisait et ce qu'ils pensaient des prestations de formation. Trois agriculteurs sur cinq sont satisfaits de la façon dont les cours sont organisés. Plus de 25% des agriculteurs rencontrés optent aussi pour des cours le jour mais, ils préféreraient en même temps, un horaire plus concentré. Quelques-uns seulement suggèrent d'organiser des cours à temps partiel.

Le comportement des agriculteurs quant aux prestations de formation ressemble beaucoup à celui de la région de Rivière-du-Loup: quatre agriculteurs sur cinq demandent le statu quo; trois agriculteurs réclament une augmentation et un seul, l'abandon de ces prestations. Ceux qui veulent le statu quo donnent ordinairement les mêmes raisons que les agriculteurs de la région de Rivière-du-Loup. Dans une région agricole aussi prospère, pareil attachement à des allocations de formation, somme toute assez réduites, nous a pour le moins étonnés. Nous nous serions attendus à moins d'intérêt pour des prestations qui représentent un revenu assez insignifiant chez la majorité des agriculteurs rencontrés.

TROISIEME PARTIE

LA FORMATION PROFESSIONNELLE ADULTE ET LES AGRICULTEURS DE LA COMMISSION SCOLAIRE LOUIS-FRECHETTE

INTRODUCTION

Les caractéristiques agricoles de la région visitée

Le territoire de la CSR Louis-Fréchette recouvre les comtés de Lotbinière, de Lévis, de Dorchester et de Bellechasse; il chevauche deux régions agricoles, les régions nos 2 et 3. Ce territoire est délimité au nord par le St-Laurent et baigné par les rivières Chaudière et Etchemin. C'est une région agricole qui comporte des caractéristiques diversifiées puisque, à proximité du fleuve, on retrouve une plaine côtière qui se change peu à peu en région montagneuse au fur et à mesure qu'on s'approche de la zone des Appalaches; en outre, chaque côté des rivières Chaudière et Etchemin est garni de vallées et de collines nombreuses.

Pareilles caractéristiques régionales influencent la nature des sols qui sont très variés: ils sont riches dans la plaine côtière et de chaque côté des rivières; ils deviennent de plus en plus sableux et rocailleux au fur et à mesure qu'on s'approche de la région montagneuse. Il en va de même pour le climat qui devient de plus en plus rigoureux dès qu'on s'approche de la région des Appalaches.

Les types de production

Des sols et un climat variés commandent également beaucoup de diversité dans les types de production: on ne doit cependant pas s'attendre à une culture aussi intensive que dans la plaine de Montréal. L'exploitation laitière occupe une place prépondérante, suivie de près par la production porcine qui apporte aux producteurs des revenus sans cesse croissants; il n'est pas rare dans cette région, de rencontrer des fermiers qui pratiquent en même temps les deux types de production rapportant des revenus à peu près équivalents. On rencontre aussi quelques fermiers qui en plus de la production laitière font l'élevage de la volaille. Enfin, les érablières et les boisés de fermes constituent pour bon nombre de producteurs des revenus d'appoint intéressants.

Les producteurs rencontrés

Etant donné que la production agricole de cette région est axée principalement sur la production animale, j'ai cherché à constituer un échantillon des personnes à rencontrer à partir de la liste des agriculteurs qui en 1976 avaient suivi le cours intitulé, "Production de bovins laitiers". Pour être en mesure de faire des liens avec les agriculteurs des autres régions visitées, j'ai aussi effectué un choix des personnes à rencontrer en utilisant la liste des

agriculteurs qui, en 1976, avaient suivi le cours intitulé, "Gestion et comptabilité agricoles".

A l'aide de ces listes, je voulais constituer trois groupes de dix à douze exploitants agricoles à partir du critère volume de production (faible, moyen, élevé) et j'espérais trouver chez eux par la suite, des différences à l'égard du critère propriété (à forfait ou à contrat). Le territoire de la CSR Louis-Fréchette est moins vaste que celui de la CSR du Grand-Portage; les distances à parcourir étaient toutefois assez longues pour qu'il soit nécessaire, afin de rendre la tâche plus facile, de regrouper autant que possible les exploitants d'un même rang, de rangs voisins ou encore, d'un même village.

Les entrevues ont été réalisées au cours du mois de juin, et au début de juillet 1978, moment où la plupart des agriculteurs de cette région ont terminé les semences et vaquent ordinairement à des travaux d'entretien.

Les exploitants rejoints viennent de Ste-Marie et de St-Elzéar de Beauce, de St-Isidore, de Ste-Hénédine et de Ste-Claire de Dorchester et enfin, de St-Lazare de Bellechasse.

Comme la région visitée était située à proximité de Québec, nous avons rejoint par téléphone les personnes rencontrées pour solliciter une entrevue; contrairement aux autres CSR, le hasard n'a donc pas joué dans le choix final des personnes rencontrées puisque ces dernières avaient accepté, au préalable, de nous rencontrer.

J'ai essayé de répartir les exploitants selon leur volume de production. Cette tâche n'a pas été facile puisque près de la moitié des agriculteurs rencontrés ont une seconde production qui représente le tiers, parfois même près de la moitié des revenus. Pour contrer cette difficulté, nous avons décidé de classer les agriculteurs suivant leur production principale tout en étant bien conscients qu'un certain nombre d'entre eux, compte tenu de l'importance du revenu provenant de leur seconde production, pourraient être classés dans une classe supérieure. Parmi les producteurs moyens, sept ont une seconde production qui apporte des revenus substantiels; parmi les gros producteurs, six ont une seconde source de revenu.

Tout comme dans le cas des autres CSR, le nombre des producteurs classés comme petits est inférieur aux deux autres catégories; nous en avons rejoint six comparativement à douze considérés comme producteurs moyens et onze gros. Parmi ces derniers, nous avons rencontré par hasard trois producteurs qui sont en société avec leurs proches.

I - L'exploitant agricole

Les femmes inscrites aux cours de formation agricole sont peu nombreuses. Nous l'avons déjà souligné, elles sont inscrites surtout aux cours de gestion et de comptabilité agricoles. Elles semblaient encore moins nombreuses à la CSR Louis-Fréchette; nous avons réussi à rejoindre seulement l'une d'entre elles.

Au moment des entrevues avec les maris, beaucoup de femmes ont saisi l'occasion pour souligner cette injustice et pour réclamer que "des cours soient aussi organisés à l'intention des femmes d'agriculteurs".

Les agriculteurs de la CSR Louis-Fréchette que nous avons rejoints, ont en moyenne 42 ans; les petits producteurs sont les plus âgés: ils ont en moyenne 54 ans alors que les producteurs moyens ont 42 ans et les gros producteurs, 37 ans. L'âge des agriculteurs se répartit ainsi:

24 et -	=	3,5%
25 - 34 ans	=	14,0%
35 - 44 ans	=	45,0%
45 - 54 ans	=	20,5%
55 et +	=	17,0%

Près de la moitié des agriculteurs disent n'avoir aucune expérience de travail en dehors de la ferme. Par ailleurs, seulement un agriculteur sur six travaille régulièrement ou occasionnellement en dehors de la ferme. Les agriculteurs qui exécutent des travaux en dehors de la ferme ont ordinairement des revenus peu élevés; ils sont toutefois moins nombreux que dans la région de l'Yamaska.

Ils sont aussi moins scolarisés que les agriculteurs de la CSR de l'Yamaska; ils ont en moyenne une huitième année. Ce sont les agriculteurs moyens qui sont les moins scolarisés: une septième année comparativement à une huitième pour les petits et une neuvième pour les gros.

Un seul des agriculteurs avait reçu une formation initiale en agriculture. Par ailleurs, trois agriculteurs avaient terminé une formation professionnelle (métier) de niveau secondaire.

Les personnes rejointes ont une longue expérience de travail à la ferme puisque 62% d'entre eux y travaillent depuis plus de 20 ans. Ils travaillent pour la plupart dans un domaine traditionnel au Québec, la production laitière. C'est dans leur

seconde production, la production porcine, qu'ils innovent le plus, car beaucoup d'entre eux p.oduisent déjà à l'échelle industrielle et cette production rapporte des revenus presque équivalents à ceux de la production laitière.

II - Les cours suivis et les commentaires des inscrits

Les cours suivis

Plus de la moitié des personnes interrogées n'ont pas suivi les cours qui sont pourtant considérés comme des cours d'introduction aux spécialités; ils se sont inscrits directement aux cours de gestion ou aux cours dans les spécialités animales. Il est probable que certains d'entre eux aient oublié de mentionner au moment de l'entrevue, qu'ils avaient suivi les blocs; mais même en tenant compte de ces oublis, le nombre de personnes qui n'ont pas suivi les blocs est encore très élev si on le compare à celui des autres CSR visitées.

Trois agriculteurs sur quatre ont suivi des cours dans les spécialités animales. Trois agriculteurs sur cinq ont suivi des cours en gestion et comptabilité agricoles. Par ailleurs, seulement un agriculteur sur cinq avait suivi un cours en mécanique agricole.

La plupart des agriculteurs avaient suivi deux types de cours différents; seulement quatre d'entre eux en avaient suivi plus de deux.

Quelques commentaires

Deux agriculteurs sur trois jugent que les cours servent pour eux de formation de base; c'est même, au dire de l'un d'entre eux, "la première formation de base pour quelqu'un qui vit de la ferme depuis plus de trente ans". On ajoute qu'une fois acquise cette formation de base, les cours offrent aussi l'occasion de se donner une formation complémentaire à la formation déjà reçue: "les cours réveillent, dérouillent... J'en ai besoin un peu tous les ans". "J'ai trop d'ouvrage durant l'année; comme c'est un travail routinier la plupart du temps, les cours m'offrent une période de réflexion, de rafrafchissement". "La mise à jour à chaque année, ça fait du bien à cause des contacts et des échanges avec d'autres". "En gros, j'ai aimé les cours suivis; je regrette qu'il ne m'ait été donné de suivre ces cours auparavant".

Peu nombreux sont ceux qui, en énumérant les avantages apportés par les cours, mentionnent les échanges avec les confrères; à ce propos, j'ai recueilli les deux témoignages suivants: "les contacts avec les autres donnent des idées", "les cours enlèvent la timidité, nous améliorent sur le plan des relations humaines.

Parmi les avantages reconnus aux cours, un seul des agriculteurs rencontrés reconnaît qu'ils lui procurent une meilleure connaissance des services offerts par le MAO et du personnel qui assure ces services. Il s'exprime en ces termes: "depuis les cours, je suis moins gêné avec les agronomes lorsqu'ils me rendent visite; je leur parle avec plus de facilité et j'ai donc accès à plus de renseignements".

III - La formation et le développement de l'exploitation agricole

1. L'amélioration de la terre et des méthodes de culture

Dans une région où la nature des sols est très variée, on pouvait s'attendre normalement à ce que les actions entreprises pour aménager le sol et améliorer son rendement soient aussi très diversifiées. Il peut même arriver parfois que toutes les actions d'aménagement du sol se déroulent en même temps sur la même ferme: on doit faire des fossés, ramasser des roches, enfouir des digues de roches pour récupérer de l'espace cultivable, faire du drainage souterrain dans les bas-fonds, arrondir les planches dans les endroits où le terrain est plus plat.

Le drainage souterrain et l'enfouissement des roches comptent parmi les principales activités d'aménagement du sol: ainsi, un agriculteur sur deux a entrepris d'enterrer ses tas de roches ou encore, de les faire déménager afin de récupérer le plus d'espace cultivable possible alors que trois agriculteurs sur quatre ont fait du drainage souterrain. Enfin, un agriculteur sur trois a fait du drainage de surface.

Sauf peut-être pour le drainage souterrain, la majorité des activités d'amélioration de l'espace cultivable avaient débuté avant l'organisation des cours destinés aux agriculteurs. Elles avaient été portées à la connaissance des agriculteurs en même temps que l'annonce des programmes de subvention de ces activités. Souvent les cours n'ont fait qu'illustrer le bien-fondé de ces programmes ou encore, ont fourni aux agriculteurs les informations nécessaires pour qu'ils se prévalent de ces programmes. On comprend mieux pourquoi près d'un tiers des répondants affirment qu'ils pratiquent telle ou telle activité plus systématiquement depuis qu'ils ont suivi les cours.

C'est surtout pour le drainage souterrain que l'impact des cours a semblé se faire davantage sentir. Deux agriculteurs sur cinq reconnaissent avoir été sensibilisés à cette pratique. En général, près de la moitié des agriculteurs disent avoir été informés au moment des cours des avantages de l'une ou l'autre des activités mentionnées auparavant.

L'analyse du sol et l'aide chimique

L'analyse des sols et le respect des prescriptions d'engrais fournies par les résultats de l'analyse semblent être des pratiques courantes chez la plupart des agriculteurs rencontrés. Un seul d'entre eux a recours à l'analyse des sols de façon irrégulière; un autre fait analyser ses sols mais ne suit pas tout à fait les prescriptions de l'analyse. Ces agriculteurs sont ordinairement peu dynamiques et ont des entreprises peu prospères.

Bien que courante, cette pratique n'en est pas moins récente pour près du tiers des répondants. Ces derniers affirment avoir été sensibilisés aux avantages de l'analyse des sols à l'occasion des cours ou en tout cas, avoir été mieux informés de tous les divers aspects reliés à cette pratique.

L'utilisation de semences de bonne qualité

L'achat de semences certifiées est une habitude qui a été adoptée par plus de 80% des agriculteurs rejoints. Cette habitude s'est trouvée renforcée par les cours pour près du tiers d'entre eux. Par ailleurs, cette pratique a

été réellement acquise au moment des cours pour un autre tiers des agriculteurs; pour les autres enfin, cette habitude semblait solidement ancrée bien avant les cours.

Les quelques agriculteurs qui n'achètent pas régulièrement de semences certifiées font faire l'analyse de leurs grains; lorsque les résultats de cette dernière sont satisfaisants, ils utilisent une partie du produit de leur récolte pour ensemencer l'année suivante.

Conclusion

La région visitée n'est pas avantagée par la nature des sols: ils sont parfois lourds, parfois trop sablonneux pour donner de très bons rendements. La plupart des agriculteurs de cette région doivent consacrer quatre ou cinq jours chaque année au printemps pour ramasser les petites roches.

A l'examen des diverses pratiques d'amélioration de l'espace cultivable, on observe que la majorité des agriculteurs rencontrés non seulement exploitent au maximum les

programmes gouvernementaux destinés à supporter les initiatives en ce domaine mais également investissent au besoin du temps et de l'argent afin de rendre leur entreprise rentable.

Lorsqu'ils rencontrent des difficultés en cours de route dans l'une ou l'autre des activités mentionnées plus haut, deux agriculteurs sur cinq sont portés à consulter les experts locaux du ministère de l'Agriculture. Quelques-uns s'en remettent aux experts des compagnies. D'autres, peu nombreux, manifestent une attitude fataliste devant les problèmes rencontrés. Enfin, un agriculteur sur quatre fait montre d'un tempérament autonome devant une difficulté; il s'arrête, en examine les principales composantes, consulte au besoin et prend une décision.

2. L'amélioration du troupeau et de son rendement

Tous les agriculteurs sauf un sont impliqués dans les activités d'amélioration de leur troupeau laitier, à des degrés divers cependant: ainsi plus du tiers des agriculteurs font appel au programme gouvernemental d'insémination artificielle pour l'ensemble de leur troupeau alors que d'autres, dans une proportion légèrement supérieure, préfèrent utiliser le service d'insémination pour une partie de leur troupeau seulement et acheter un taureau pur-sang pour pallier les difficultés rencontrées dans l'utilisation du programme d'insémination; ces mêmes agriculteurs contribuent aussi à l'amélioration de leur cheptel en achetant de temps à autre des génisses de race.

Plus du quart des agriculteurs ont été sensibilisés au programme gouvernemental d'insémination artificielle à l'occasion des cours. Les autres connaissaient et avaient recours à ce programme avant de suivre des cours. Toutefois, plusieurs d'entre eux (30%) reconnaissent qu'à l'occasion des cours, ils ont acquis des connaissances techniques très utiles.

Quatre agriculteurs sur cinq ont adhéré à un autre programme destiné à améliorer la qualité d'un troupeau et son rendement, le contrôle laitier; la plupart ont adhéré au programme régulier d'amélioration du troupeau laitier; les autres, au programme officiel. Ces derniers font partie d'une association d'éleveurs et ils adhèrent au contrôle officiel afin d'avoir de meilleurs prix au moment de la vente de leurs sujets.

L'influence de cours a été déterminante pour le tiers des agriculteurs qui ont adhéré à l'un ou l'autre des programmes d'amélioration du rendement de leur troupeau. Les autres disent avoir été influencés par le personnel du bureau local du MAQ (20%) ou encore, n'avoir subi aucune influence (36%).

Lorsque les agriculteurs qui ont adhéré à l'un ou l'autre des programmes de contrôle rencontrent des problèmes de rendement, ils sont portés à se référer spontanément au technicien du contrôle laitier. Pour la maladie, ils demandent l'aide du vétérinaire.

3. L'amélioration de la gestion de l'entreprise agricole

Plus de 60% des agriculteurs ont suivi les cours de gestion et de comptabilité agricoles, ils ont pour la plupart adhéré au programme de gestion agricole Can Farm. Quelques-uns (4), sans doute influencés par les premiers cours suivis, ont plutôt adopté la formule du Carnet jaune. Enfin, un agriculteur sur cinq dit s'être donné une comptabilité personnelle.

Tout comme dans les autres CSR visitées, c'est dans l'adoption de méthodes efficaces de gestion que les agriculteurs (84%) soulignent le plus l'influence des cours. Certains d'entre eux d'ailleurs réclament d'autres cours afin d'être en mesure de mieux comprendre et de mieux utiliser le programme Can Farm qu'ils trouvent assez complexe. Comme ce sont les femmes qui ordinairement tiennent à jour la comptabilité, les agriculteurs réclament qu'elles soient aussi invitées aux cours et y participent au même titre qu'eux.

Les agriculteurs qui ont adhéré à l'une ou l'autre formule reconnue de comptabilité y puisent à l'occasion, des informations utiles (57%) ou encore, s'en servent pour faire des calculs de rentabilité, ce qui les conduira soit à éliminer les productions non rentables (26%), soit à décider de nouveaux investissements (17%).

4. L'exploitation des diverses sources d'information professionnelle

En plus des cours, l'agriculteur bénéficie des sources de formation et de perfectionnement telles que les média parlés ou écrits et les experts, agronomes, ou techniciens du MAQ, des coopératives agricoles ou des compagnies. En consultant ces sources, l'agriculteur peut mettre à jour et parfaire ses connaissances au fur et à mesure que des changements technologiques surviennent.

Les agriculteurs de la région visitée sont de bons consommateurs de journaux agricoles. Près de trois agriculteurs sur quatre reçoivent et parcourent plus de deux périodiques agricoles. Les lecteurs les plus assidus (quatre périodiques et plus) sont d'âge moyen et gèrent habituellement une moyenne ou une grosse entreprise. Ils consacrent du temps à la lecture surtout durant la saison morte.

Parmi les autres média, les agriculteurs préfèrent la télévision à la radio. L'émission télévisée, la Semaine Verte, jouit de la faveur de la plupart des agriculteurs. Ils connaissent bien cette émission et la regardent habituellement.

Les agriculteurs qui disent ne jamais consulter les agronomes et les techniciens du MAQ sont l'exception; la majorité entre en contact périodiquement au fur et à mesure que des besoins se manifestent. Il en va de même pour les spécialistes des coopératives et des compagnies; ils y ont recours au besoin ou encore, ils acceptent leur expertise lorsque ces derniers leur proposent leur aide.

5. La participation des agriculteurs dans les diverses associations

En abordant pour la première fois l'étude du phénomène de la participation des agriculteurs de la CSR du Grand-Portage, nous avions fait état des principales études portant sur les facteurs de participation. Entre autres choses, nous avions souligné que l'instruction et le fait de disposer de temps de loisirs étaient les principaux facteurs qui exerçaient une influence sur le degré de participation.

Les agriculteurs de la CSR Louis-Fréchette sont les moins scolarisés de tous les agriculteurs rencontrés; on se souviendra que bon nombre des agriculteurs de la CSR du Grand-Portage avaient relevé leur degré de scolarité en suivant des cours de formation générale durant l'hiver. En outre, les agriculteurs de la CSR Louis-Fréchette devraient disposer de moins de temps de loisirs puisque près de la moitié d'entre eux (45%) gèrent une entreprise mixte, industrie laitière et porcine.

Toutefois, ces remarques étant faites, il ne semble pas y avoir de différences dans la participation aux diverses associations. La participation aux institutions à

caractère économique est très élevée: les agriculteurs sont membres de l'UPA et assistent ordinairement aux réunions périodiques; la plupart d'entre eux sont aussi membres de leur coopérative ou de leur caisse populaire et ils assistent assez régulièrement aux réunions annuelles. Près de la moitié des agriculteurs ont déjà occupé ou occupent présentement l'un ou l'autre des postes d'administration à la coopérative locale ou à l'UPA. Ils sont pour la plupart de moyens et de gros entrepreneurs; quelques-uns d'entre eux même sont en société. Ils ont un quota laitier de 300 000 livres de lait et plus par année. Plus de la moitié d'entre eux ont une seconde production, la production porcine: des treize producteurs qui ont une seconde production, huit ont déjà occupé ou occupent encore un poste dans l'une ou l'autre des associations à caractère économique. Quoiqu'ils appartiennent à tous les groupes d'âge, la moitié d'entre eux ont entre 35 et 44 ans. Quatre d'entre eux ont suivi uniquement le cours de gestion et de comptabilité agricoles. Tous les autres ont suivi deux types de cours différents et plus: les blocs et l'un ou l'autre des cours dans les diverses spécialités.

Comme chez les agriculteurs des autres régions, le degré de participation diminue dans les associations ou les institutions politiques locales et dans les associations

socioculturelles. Dans les associations ou les institutions à caractère politique, la participation demeure quand même assez élevée comparativement à celle remarquée dans les deux autres CSR. 38% des agriculteurs ont déjà occupé ou occupent encore un poste de responsabilité dans ces institutions comparativement à 31% dans la CSR Louis-Fréchette et, à 37% dans la CSR du Grand-Portage. On remarque également qu'ils sont plus nombreux à s'intéresser à la politique que dans les autres CSR.

Tableau comparatif du degré de participation des agriculteurs dans les associations ou les institutions politiques

	Louis-Fréchette	Yamaska	Grand-Portage
Prend des responsabilités	38%	31,25%	36,66%
S'intéresse	31%	18,75%	16,66%
Ne s'intéresse pas	31%	50,00%	46,66%

Le degré de participation diminue également dans les associations ou les institutions à caractère socioculturel. Près du quart des personnes rencontrées (24%) militent

activement dans ces institutions comparativement à 15,6% et à 16,6%. Le degré d'intérêt est aussi plus élevé que dans les autres CSR.

Tableau comparatif du degré de participation des agriculteurs dans les associations ou les institutions socioculturelles

	Louis-Fréchette	Yamaska	Grand-Portage
Prend des responsabilités	24,2%	15,6%	16,6%
S'intéresse	27,6%	12,5%	3,3%
Ne s'intéresse pas	48,2%	71,9%	80,0%

Ces comparaisons faites, il ne semble donc pas y avoir de relation entre le degré de participation et le niveau d'instruction ou encore, le fait de pouvoir disposer de temps pour les loisirs: les agriculteurs de la CSR Louis-Fréchette ont une scolarité plus faible et ils n'ont pas reçu de formation initiale en agriculture; ils ont de plus une seconde production qui devrait normalement leur laisser peu de temps de loisirs. Le nombre de personnes rencontrées est cependant trop faible pour nous permettre de généraliser à partir des résultats obtenus. Nous pouvons tout au plus souligner en passant que les comportements observés diffèrent des résultats des études sur la participation.

Ces études nous apprennent en outre que les contributions personnelles à la vie des associations volontaires sont considérées dans les sociétés libérales, comme essentielles au plein épanouissement des individus et à la bonne marche des organisations: "l'individu qui néglige de prendre part aux activités qui engagent son avenir en même temps que celui de la communauté se rend incapable de se comprendre lui-même et de régler sa propre vie".* Il est probable que les cours de formation exercent une certaine influence sur le degré de participation. On remarque en effet que les plus actifs dans les associations ont suivi plusieurs sessions de formation. Cependant, trop d'éléments entrent en ligne de compte pour qu'il soit possible de déterminer l'influence exacte de la formation sur la participation. L'individu dont le champ de connaissance s'élargit par la formation devient par le fait même, plus apte à recevoir d'autres informations, à les classer et à y apporter un regard critique; il consomme davantage d'informations provenant des média écrits et parlés; il s'intéresse davantage à des questions plus complexes et devient ainsi plus apte à jouer un rôle actif au sein des différentes associations volontaires qui le concernent. On peut penser que formation, information et participation sont des éléments qui s'imbriquent

---

* DION, Léon, op. cit., p. 20.

les uns aux autres et qui peuvent même être dans une certaine mesure interdépendants de sorte qu'en fin de compte la participation aux associations volontaires devient elle-même instrument de formation et d'information, de promotion des intérêts individuels et collectifs et enfin de développement de l'entreprise du participant. En somme, même les contributions aux associations consenties par l'entrepreneur agricole ont des retombées sur le développement de son entreprise.

Procédant à l'examen de la critique que les agriculteurs font des gouvernants actuels, des politiques que ces derniers préconisent et de la manière dont leurs intérêts sont défendus, nous avions souligné pour les agriculteurs du Grand-Portage et de l'Yamaska, que les plus actifs dans les associations étaient aussi ceux qui étaient les plus enclins à faire une critique nuancée de la manière dont ils sont gouvernés et qui manifestaient le plus fort sentiment de confiance pour la défense de leurs intérêts. Il en va de même pour les agriculteurs de la CSR Louis-Fréchette.

En général, les agriculteurs de cette CSR sont plus critiques vis-à-vis les gouvernants actuels et les politiques qu'ils préconisent; près de la moitié d'entre eux disent que

leurs intérêts ne sont pas représentés par les dirigeants actuels; d'autres dans une proportion un peu moindre disent que leurs intérêts sont plus ou moins bien défendus. Les principales raisons évoquées sont le mécontentement vis-à-vis les politiques. Leur désenchantement vient aussi du fait qu'ils comparent leurs conditions de travail et de subsistance avec celles des autres travailleurs. Nous leur avons demandé comment ils comptaient remédier à cette carence: se sentaient-ils assez forts eux-mêmes ou en tout cas, les associations qui étaient supposées les défendre, pour faire valoir leurs intérêts et faire triompher leurs revendications ? A ce sujet les points de vue sont assez partagés: seulement un agriculteur sur cinq est satisfait de la manière dont ses intérêts sont défendus; les autres sont insatisfaits (45%) ou partiellement satisfaits (34,5%). Beaucoup d'entre eux se sentent impuissants devant cette situation: près de la moitié des agriculteurs en effet disent qu'ils sont dépourvus de moyens, démunis, isolés; ils n'ont pas le sentiment d'appartenir à un groupe d'intérêt qui a un certain nombre de moyens à sa disposition pour faire respecter ses droits et pour faire valoir ses revendications.

6. L'opinion des agriculteurs à l'égard des cours de formation agricole

En règle générale les agriculteurs que nous avons rejoints sont satisfaits à la fois de l'orientation, du contenu et de l'organisation des cours.

Ils désirent pour la plupart, être inscrits de nouveau à ces cours. Quelques-uns parmi les plus âgés préfèrent céder leur place à leur fils convaincus que ce dernier en tirera un meilleur parti.

Les cours en mécanique agricole et dans les spécialités animales sont les cours les plus fréquemment choisis par les agriculteurs. Pour légitimer leur choix, ceux qui optent pour les cours en mécanique agricole évoquent comme motif principal, l'économie de temps et d'argent. Ceux qui choisissent les cours dans les spécialités animales font part de leur désir de se spécialiser davantage dans l'une ou l'autre des productions. Peu d'agriculteurs ont choisi le secteur de la comptabilité agricole et celui des spécialités végétales; en général, les agriculteurs font des choix de cours qui sont reliés au secteur principal de leurs activités. Un agriculteur qui veut se spécialiser dans l'industrie

porcine va demander des cours dans cette spécialité; un autre qui veut augmenter sa production laitière et rendre son entreprise rentable choisira le cours intitulé: Production de bovins laitiers. On comprend pourquoi l'argument de la spécialisation soit souvent évoqué pour légitimer tel ou tel choix de cours.

En général, les personnes rencontrées ont peu de critiques à faire sur la manière dont les cours sont organisés. Un petit nombre d'entre eux (17%) préféreraient des cours à temps partiel; d'autres (10%), le jour, mais avec un horaire concentré. Enfin, très peu d'agriculteurs (7%) suggèrent d'organiser des cours le soir.

Concernant les prestations, la plupart des agriculteurs (79%) réclament également le statu quo. "Important, nécessaire et suffisant" sont les trois mots qui résument le mieux leurs sentiments. Certains reçoivent ces prestations comme une bourse d'études ou comme une prime à l'assiduité: "J'y vais pour les informations d'abord; l'argent, ça ne fait pas tort; ça nous force à être assidus". Quelques-uns (14%) réclament une augmentation des prestations. Un agriculteur réclame une déduction des prestations de formation; un autre

les trouve inutiles et en suggère l'abandon. Bon nombre d'agriculteurs cependant, sans y attacher beaucoup d'importance disent que les prestations servent à couvrir les frais de déplacement ou encore les dépenses occasionnées par les cours lorsque par exemple, ils doivent embaucher quelqu'un pour les remplacer durant leur absence.

QUATRIEME PARTIE

CONCLUSION GENERALE:
L'AGRICULTURE, L'AGRICULTEUR ET LA FORMATION

I - L'AGRICULTURE: une comparaison entre les caractéristiques des trois (3) régions visitées.*

Le territoire et l'agriculteur de la CSR du Grand-Portage

Nous avons déjà décrit le territoire agricole du Grand-Portage comme étant composé d'une bande de territoire enserrée entre le fleuve St-Laurent et les contreforts appalachiens et de l'étroite vallée entourant le lac Témiscouata. La bonne terre se fait rare; le sol y est ordinairement assez lourd. Pour obtenir de bons rendements, il est nécessaire d'arrondir les planches et de creuser de bons fossés pour faciliter l'égouttement naturel des eaux; il faut aussi procéder à l'analyse des différentes sortes de sols afin de leur donner les engrais requis et récupérer autant que possible tous les espaces cultivables par l'enfouissement des roches, l'épierrement, l'irrigation, etc. Cette région où le sol et le climat sont peu propices à la pratique d'une agriculture intensive semble être destinée par le MAQ d'abord à la production laitière et ensuite, dans une proportion beaucoup moindre, à quelques productions maraîchères comme la pomme de terre et à la production animale. Le MAQ semble également favoriser le développement de fermes de dimension moyenne dont le revenu est suffisant pour

---

* Pour mieux comprendre les ressemblances et les différences entre les régions, les agriculteurs et leurs comportements, nous reprenons en les résumant les éléments retenus lors de l'analyse faite pour chacune des régions.

assurer la subsistance de l'exploitant et de sa famille; ce qui entraîne la disparition à plus ou moins brève échéance des petites fermes. Pour vivre de son exploitation agricole, l'agriculteur doit avoir un quota laitier allant de 250 000 à 300 000 livres de lait par année, tirer le maximum de son sol et au besoin, acquérir une petite ferme avoisinante, améliorer son cheptel laitier en faisant la sélection des meilleurs sujets et en distribuant à son troupeau une nourriture équilibrée, chercher en saison morte un revenu d'appoint dans le boisé avoisinant la ferme et enfin, pratiquer une saine gestion de son entreprise. Telles sont en gros les principales composantes de l'exploitation agricole type du territoire du Grand-Portage et des comportements qu'elles exigent de la part de l'entrepreneur agricole.

Le territoire et l'agriculteur de la CSR Louis-Fréchette

Le territoire agricole de la CSR Louis-Fréchette a en gros les mêmes caractéristiques que le territoire du Grand-Portage et exige de la part de l'agriculteur type à peu près les mêmes comportements. Cette région a aussi depuis longtemps été destinée à la production laitière quoique la production porcine prenne de plus en plus d'importance; dans plusieurs exploitations, en effet, l'élevage du porc semble se développer parallèlement à la production laitière apportant ainsi un démenti aux spécialistes en développement de l'agriculture qui affirment que pour survivre et prospérer, l'exploitant agricole doit se spécialiser dans une

Manque

P. 159

9

160

pas rencontré d'agriculteurs qui produisent uniquement à contrat et dont les comportements spécifiques pourraient être comparés aux agriculteurs indépendants; dans certaines productions, ils sont des exécutants et travaillent sous les directives des experts des coopératives ou des compagnies; dans d'autres productions, ils doivent plutôt se comporter en experts et mettre en oeuvre à la fois leurs connaissances et leur savoir-faire.

Il existe beaucoup de ressemblance entre les territoires agricoles et les pratiques des agriculteurs des CSR du Grand-Portage et Louis-Fréchette; c'est dans la seconde production, axée principalement sur la production porcine que la pratique des agriculteurs de la CSR Louis-Fréchette se démarque le plus de celle des agriculteurs de la CSR du Grand-Portage. Par ailleurs, les différences s'accentuent chez les agriculteurs de la CSR de l'Yamaska: les caractéristiques du territoire conjuguées à des politiques de plus en plus accentuées de développement de la production des grains de provende, des productions industrielles et des productions animales, tout cela contribue à modifier les comportements et les pratiques agricoles des agriculteurs de cette région.

II - L'AGRICULTEUR

La moyenne d'âge des agriculteurs rencontrés s'établit autour de 42 ans. En général, les petits producteurs sont plus âgés alors qu'ordinairement, l'âge des gros producteurs est plus bas que l'âge moyen.

La plupart des agriculteurs rejoints ont une expérience de travail à la ferme de près de vingt ans; après avoir quitté l'école, ils ont travaillé en dehors de la ferme à temps plein ou à temps partiel durant quelques années avant de devenir propriétaires de la ferme vers l'âge de vingt-cinq ans. Près de la moitié des agriculteurs de la CSR Louis-Fréchette n'ont aucune expérience de travail en dehors de la ferme comparativement au quart dans les deux autres CSR. Les agriculteurs de la CSR Louis-Fréchette sont également moins nombreux à travailler régulièrement ou occasionnellement à l'extérieur de la ferme: 17% comparativement à 37% (du Grand-Portage) et à 41% (de l'Yamaska); le travail fourni à la seconde production et les revenus qu'ils en tirent les dispensent sans doute de chercher du travail à l'extérieur de la ferme; en outre, nous avons remarqué que c'était surtout les petits producteurs qui travaillaient régulièrement ou occasionnellement à l'extérieur de leur ferme.

C'est dans la CSR de l'Yamaska que les agriculteurs rencontrés sont les plus nombreux à avoir reçu une formation initiale en agriculture: 22% des agriculteurs ont reçu cette formation alors que dans les autres CSR, ils sont l'exception. Les agriculteurs de la CSR Louis-Fréchette ont en moyenne huit (8) années de formation générale alors que ceux de la CSR du Grand-Portage ont haussé d'une année leur formation générale en s'inscrivant aux cours destinés aux adultes.

Pour la majorité des agriculteurs rencontrés, la formation agricole destinée aux adultes a donc constitué l'unique contribution de l'école comme moyen parmi d'autres de transmettre des connaissances en vue de l'organisation rationnelle de la production agricole. Pour les agriculteurs de la CSR de l'Yamaska qui avaient déjà reçu de la formation initiale en agriculture, la formation aux adultes a servi à consolider et à mettre à jour les connaissances déjà acquises ou encore, à donner une formation spécialisée pour un type de culture ou d'élevage.

Etant donné que la plupart des agriculteurs n'ont pas reçu de formation initiale en agriculture, ils considèrent que les cours destinés aux adultes leur ont d'abord servi de formation de base. Pour ceux qui avaient déjà une formation initiale, elle a servi de formation complémentaire. Quant aux cours en gestion et comptabilité, ils leur ont aidé à perfectionner leurs méthodes de gestion et à améliorer le rendement de leur entreprise. En outre, les cours dans les productions animales ou végétales ont servi à orienter les producteurs dans une spécialité ou encore à perfectionner leurs connaissances dans la spécialité qu'ils pratiquaient déjà. Enfin, plusieurs agriculteurs soulignent que les cours leur donnent l'occasion d'échanger avec des agronomes ou des spécialistes ou encore avec d'autres producteurs et ainsi de mettre en commun leurs expériences.

III - L'AGRICULTURE

La formation et l'amélioration de l'espace cultivable et des méthodes de culture.

L'influence des cours dans ce secteur d'activités est variable; elle se fait surtout sentir dans les techniques d'aménagement et d'amélioration de l'espace cultivable. Dans les régions agricoles de la CSR Louis-Fréchette et de l'Yamaska, la moitié des agriculteurs font un lien entre l'une ou l'autre technique d'amélioration et les informations recueillies aux cours comparativement à 36% des répondants dans la CSR du Grand-Portage. Ces liens ne sont pas tous du même type: pour près du quart des agriculteurs, les cours sont à l'origine de telle pratique: les autres, déjà au fait du bien-fondé de telle ou telle pratique, affirment que les informations reçues à l'occasion des cours leur ont fait voir tous les avantages à retirer de cette dernière; ils ont ainsi renforcé une pratique déjà existante et encore vaillante.

Quant aux nouvelles techniques de fertilisation, le quart seulement des agriculteurs des CSR du Grand-Portage et de Louis-Fréchette a été sensibilisé par les cours aux avantages de procéder à l'analyse des sols avant de fertiliser. Un autre tiers de tous les agriculteurs déjà sensibilisé à cette pratique, dit avoir acquis au moment des cours plus de connaissances techniques, en particulier sur la nature et la propriété des engrais.

Pour ce qui est de l'achat de semences certifiées, c'est à peu près dans la même proportion que les agriculteurs ont subi l'influence des cours à l'exception cependant des agriculteurs de la CSR de l'Yamaska qui ont avoué avoir été peu touchés par les cours.

Ainsi, dans ce secteur d'activités, l'influence des cours n'est pas négligeable: pour certaines activités, un agriculteur sur deux, pour d'autres, deux agriculteurs sur trois reconnaissent l'influence des cours. En outre, le volume de production fait varier parfois les fonctions remplies par les cours: un nombre limité d'agriculteurs classés parmi les petits producteurs ne manifestent pas beaucoup de dynamisme et se montrent peu enclins à exploiter les informations reçues aux cours; certaines pratiques même subventionnées en partie requièrent de leur part des investissements trop coûteux; ou encore, quelques-uns par exemple, font analyser leurs sols mais au moment de la fertilisation, ils ne suivent pas les prescriptions.

La formation et l'amélioration du cheptel.

Le programme d'insémination artificielle destiné à l'amélioration génétique du cheptel laitier a été mis en place et publicisé par les agronomes bien avant l'organisation des cours aux adultes. Aussi, dans l'ensemble, peu d'agriculteurs ont été éveillés aux divers avantages de ce programme par les cours; ces derniers ont surtout été utiles à certains pour améliorer leurs connaissances techniques.

Ceux qui ont adhéré aux programmes de contrôle et de régie des troupeaux laitiers se disent pour la plupart redevables des informations recueillies aux cours. Quelques agriculteurs avaient été sensibilisés aux divers avantages de ces programmes au moment des cours et ils avaient même adhéré à un programme; mais, pris de découragement à la suite de coupures successives imposées à leur quota laitier, ils ont mis fin à leur engagement. Voilà un exemple, où un facteur comme la baisse des quotas laitiers a nui à l'utilisation attendue des informations ou des connaissances acquises aux cours.

La formation et l'amélioration de la gestion de l'entreprise agricole.

La gestion de l'entreprise agricole est l'un des domaines où l'incidence de la formation est la plus élevée. La plupart du temps, les cours en gestion et comptabilité agricoles ont accompagné des programmes gouvernementaux comme Can Farm ou encore, la mise en place de groupes d'étude en rentablité agricole (G.E.R.A.) ou du Centre d'information et d'analyse de gestion agricole (C.I.A.G.A.). Les agriculteurs qui adhèrent au programme Can Farm, qui veulent utiliser les services du C.I.A.G.A. ou qui font partie d'un G.E.R.A. sont fortement encouragés à s'inscrire aux cours. C'est pourquoi en général, quatre agriculteurs sur cinq ont adopté une forme de gestion et tiennent une comptablité régulière après avoir suivi des cours. Ils affirment d'ailleurs, qu'ils sont redevables aux cours pour l'amélioration de la gestion de leur entreprise. Avec

des outils de gestion appropriés et en tenant une comptabilité suivie, ils peuvent introduire plus de rationalité dans la gestion de leur entreprise et exercer un meilleur contrôle en prévoyant les entrées et les sorties et en faisant des calculs de rentabilité évaluant de cette manière la portée de tel ou tel investissement. Du côté de l'UPA comme de celui du gouvernement, on a tendance à privilégier la ferme de dimension familiale comme étant à la fois la plus viable et la plus rentable; il n'en demeure pas moins cependant que l'agriculteur responsable d'une ferme de dimension moyenne doit se comporter lui aussi, toute proportion gardée, comme un chef d'entreprise qui doit se spécialiser dans une production et se frotter un tant soit peu aux grandes règles de l'économie en évaluant sa productivité et la rentabilité de ses investissements s'il veut survivre et prospérer.

Il nous a semblé que les cours avaient joué un rôle appréciable dans l'initiation des agriculteurs (du moins ceux que nous avons rencontrés), aux principales techniques de gestion et ce, d'autant plus, que la plupart d'entre eux n'avaient reçu aucune formation initiale en ce domaine.

Les agriculteurs qui n'ont pas adopté une méthode de gestion ou qui l'ont abandonnée en cours de route se retrouvent ordinairement parmi les petits producteurs; le caractère un peu plus complexe des opérations à effectuer et leur régularité les a petit à petit découragés et ils préfèrent revenir à des formules de gestion plus simples, à une comptabilité maison. Par ailleurs d'autres agriculteurs surtout de la région de St-Hyacinthe, qu'on

pourrait classer parmi les producteurs moyens et même parmi les gros producteurs, préfèrent avoir recours aux services d'un comptable.

Mentionnons enfin, que dans les trois (3) régions visitées, les agriculteurs manifestent beaucoup d'engouement pour les cours en mécanique agricole. Il faut croire que ces cours, comme ceux en gestion et comptabilité agricoles, tout en permettant à l'agriculteur de sauver du temps et de l'argent lui conservent par la même occasion une certaine polyvalence et contribuent de cette manière à enrichir sa personnalité.

Les sources d'informations et les contributions aux associations

Les agriculteurs ne sont pas seulement demeurés polyvalents dans l'exercice de leur métier en dépit d'une spécialisation obligatoire, ils continuent également à prendre une part active dans leur région aux divers mouvements et associations à caractère économique, politique ou culturel. Nous avons même souligné que leur participation active était supérieure à celle observée chez des groupes analogues qui ont à peu près la même préparation académique et qui disposent proportionnellement du même temps de loisirs. En effet, le degré de participation aux institutions à caractère socio-économique est très élevé: la plupart s'intéressent à leur syndicat, à leur coopérative locale ou encore à leur caisse populaire ou assistent aux réunions lorsqu'ils sont convoqués; près de 50% des agriculteurs ont occupé ou occupent encore présentement des postes d'administration ou

de représentation dans l'une ou l'autre de ces associations.

Le degré de participation dans les associations à caractère politique décroît alors que plus du tiers des répondants militent de façon active dans ces institutions. Dans les associations à caractère socioculturel, le niveau de participation ressemble à celui observé pour des groupes analogues.

Le fait de disposer de plus de loisirs ou encore, d'une préparation académique plus longue ne nous a pas semblé faire varier de façon significative la participation des agriculteurs. Tout au plus avons-nous observé que les plus actifs dans les associations ont plus de 45 ans, et ont bénéficié d'une préparation académique légèrement supérieure à la moyenne; ils sont en outre des entrepreneurs agricoles assez dynamiques, entièrement propriétaires de leurs moyens de production; ils travaillent rarement à l'extérieur de leur ferme et ils ont de la main-d'oeuvre de relève, ce qui leur laisse plus de temps pour apporter leur contribution à des associations.

Trop d'éléments entrent en ligne de compte pour qu'il soit possible de déterminer avec exactitude l'influence de la formation; tout au plus avons-nous observé que les plus actifs ont suivi plusieurs sessions de formation et que les méthodes pédagogiques actives auxquelles on a recours peuvent développer peu à peu l'intérêt et le goût de la participation.

Nous avons souligné aussi que les plus actifs dans les associations faisaient ordinairement une critique plus nuancée des gouvernants actuels et qu'ils manifestaient plus d'autonomie et de confiance en eux-mêmes pour assurer la défense de leurs intérêts.

Mentionnons enfin, qu'en mettant en rapport la participation et le volume de production, nous n'avons pas noté de différences significatives; tout au plus avons-nous observé que les petits producteurs avaient tendance à s'impliquer davantage dans les institutions à caractère politique ou socioculturel qu'économique.

Formation, information et participation sont des réalités qui sont interreliées et il n'est pas facile de déterminer l'influence qu'elles exerçent les unes par rapport aux autres. Comme nous avions pour mandat d'étudier l'influence des cours non seulement sur le comportement économique de l'agriculteur mais également sur son comportement social en l'ouvrant à des réalités toujours plus vastes et plus complexes, nous pensions que les cours pouvaient encourager ce dernier à recourir plus souvent aux diverses sources de formation et d'information professionnelles, devenant ainsi de plus en plus autonome et utilisant plus judicieusement les instruments mis à sa disposition. A cet égard, au dire de plusieurs agriculteurs rencontrés, comme la plupart du temps, les cours sont organisés avec l'étroite collaboration des spécialistes locaux et régionaux du MAQ, il est indéniable qu'ils

ont contribué à rendre plus faciles par la suite les contacts entre ces derniers et les agriculteurs. Ceux-ci recourent à leurs services ou à leurs conseils dès qu'ils ont cerné un besoin. Par ailleurs, avec les spécialistes des coopératives ou des compagnies, ils développent plutôt des relations d'affaires.

Nous avons remarqué que les agriculteurs parcouraient pour la plupart et surtout en saison morte au moins deux périodiques agricoles: La Terre de chez nous et le Bulletin des agriculteurs. Ceux qui lisent le plus sont d'âge moyen; ils ont suivi plusieurs sessions de formation et ont occupé ou occupent encore une fonction administrative dans les diverses associations.

Il est donc fort probable qu'après plusieurs sessions de formation, l'agriculteur ait développé un sens plus aigu d'information et qu'il soit plus porté à recourir aux sources qui sont déjà mises à sa disposition.

CONCLUSION

Au début de cette étude, le concept de fonctionnalité a été défini d'une façon très large pour nous permettre de saisir le rapport entre les objectifs visés par les cours et les effets atteints. Ces derniers ont été examinés sous l'angle de la professionnalisation et nous avons cru plus utile pour les besoins de notre étude de la décrire comme un processus d'introduction progressive de la rationalisation des fonctions de travail chez les

agriculteurs. En effet, après avoir défini ainsi la professionnalisation, il nous restait à énumérer les principaux comportements types qui témoignent de la rationalisation de l'occupation agricole et de chercher s'il existait des relations entre ces comportements et les cours puisque ces derniers ont pour objectifs de former des agriculteurs adaptés aux exigences de la production dans une société industrielle. Les informations obtenues lors des entrevues ont confirmé le bien-fondé de cette orientation; la plupart des agriculteurs étaient en mesure de situer leurs principales activités de développement par rapport aux contenus de cours et de dire de quelle façon ces derniers avaient influencé leur comportement, et ce, souvent après plusieurs années.

En outre, nous avions supposé au départ que les influences illustrant la fonctionnalité des cours étaient variables. Parmi les critères qui pouvaient faire varier la fonctionnalité, nous avions retenu le "volume de production" et le "type de propriété". Les personnes rencontrées lors des entrevues avaient été choisies en essayant de tenir compte des volumes de production et en espérant retrouver des différences au plan de la propriété des moyens de production. Or, en cours d'entrevue, nous n'avons pas rencontré d'exploitants agricoles tirant leurs revenus uniquement de productions à forfait ou à contrat de financement. Nous avons plutôt rencontré des agriculteurs qui jouaient sur les deux plans à la fois: entièrement propriétaires pour certaines productions et partiellement propriétaires pour d'autres. Chez ces producteurs,

il ne nous a pas semblé qu'il existait des différences importantes concernant l'impact des cours.

Les différences d'impact les plus marquées ont été constatées lorsque nous avons considéré les volumes de production. Par exemple, nous avons remarqué des différences d'application de contenus de cours en comparant les activités de développement des petits producteurs avec celles des autres. L'âge, le manque de revenu, les coupures de quotas sont autant de facteurs qui ont pu freiner l'application des apprentissages. Il est probable aussi que chez les agriculteurs plus âgés la tradition fasse échec à l'apprentissage de techniques nouvelles et à l'acquisition de nouveaux comportements; ainsi, les apprentissages professionnels acquis de longue date de façon informelle et la plupart du temps solidement ancrés seraient stables et pourraient gêner l'acquisition de connaissances et de techniques nouvelles.

En général cependant, les cours ont, à leur manière accompagné et même contribué à la réalisation des projets de développement esquissés et véhiculés par les agents des ministères fédéral et provincial de l'Agriculture. Parfois, lorsque des activités étaient en marche depuis quelques années, les cours servaient à relancer et à consolider ces activités. On a aussi constaté qu'il arrivait souvent qu'à l'occasion des cours, des producteurs entreprenaient telle ou telle activité parce qu'ils en avaient saisi tous les avantages. De même nous avons relevé

l'importance qu'ont les cours en gestion et comptabilité agricoles pour l'acquisition par les agriculteurs de techniques de saine administration.

La plupart des agriculteurs accordent beaucoup d'importance à la formation parce qu'elle joue pour eux le rôle de formation professionnelle initiale. Chez certains, c'était tellement senti qu'à la veille de céder la ferme à leur fils, ils manifestaient leur intention de se désister en leur faveur; ils étaient convaincus que ce dernier saurait en tirer encore un meilleur parti. On comprend mieux pareille réaction quand on songe que la formation agricole pour les adultes a joué et continue de jouer le rôle de formation professionnelle initsle pour les trois quarts des agriculteurs, qu'elle sert d'outil de mise à jour pour les agriculteurs qui ont reçu une formation initiale et d'outil de perfectionnement pour tous les agriculteurs qui veulent se spécialiser dans une production et rendre leur entreprise prospère et rentable.

Certes, nous aurions pu aborder la mesure d'impact de la formation des agriculteurs en tentant de retracer les indices de développment d'une culture professionnelle. Il nous aurait fallu alors donner à la formation une mission plus large et concevoir notre mesure d'impact dans le sens d'une contribution de la formation à l'émergence d'une nouvelle culture professionnelle. Nous avons choisi plutôt d'étudier la fonctionnalité de

la formation par sa contribution à l'introduction progressive de la rationalité dans l'occupation agricole. Après avoir repéré les activités rationnelles les plus importantes, nous avons vérifié si elles variaient d'une région agricole à l'autre, si on les retrouvait chez les agriculteurs rencontrés et quelle était la contribution de la formation par rapport à ces activités. Nous avons pu établir ainsi que si la formation agricole n'avait pas eu pour tous une égale influence, cette dernière n'était pas négligeable et qu'elle avait contribué à sa manière, à façonner de nouveaux comportements professionnels chez un groupe qui accueille ordinairement tout changement avec circonspection.

ANNEXES

ANNEXE I

Les diverses fonctions remplies par les cours

Type de production	Type de propriété	Fonction des cours et de l'organisation
1. Petit	Indépendant	. Recyclage . Allocation de vie
2. "	Non indépendant	. Consolidation et mise à jour des acquis de base . Allocation de vie
3. Moyen	Indépendant	. Consolidation et mise à jour des acquis de base . Formation spécialisée de type technique et de gérance . Allocation stimulante pour s'inscrire aux cours
4. "	Non indépendant	. Consolidation et mise à jour des acquis de base . Formation spécialisée de type technique . Allocation stimulante pour s'inscrire aux cours
5. Gros	Indépendant	. Mise à jour des connaissances spécialisées et perfectionnement dans le domaine de sa production et en gestion
6. "	Non indépendant	. Formation spécialisée de type technique . Mise à jour des connaissances spécialisées

ANNEXE II

Les dimensions susceptibles de cerner la relation: cours suivis et situation de producteur.

Dimensions	Indicateurs	Variables
Monographie de l'entreprise agricole	a) Propriété b) Production	Terre Animaux Lait Nombre d'acres selon les cultures
Qualification	c) Etudes d) Expérience	Formation générale Formation professionnelle Années à la ferme Années hors ferme et endroit
Comportement professionnel	a) Actions de développement	Amélioration du troupeau
	. évaluation - action	Aménagement du sol Utilisation d'aide chimique
	. recherche de la rentabilité	Production sous contrat
	. recherche de la qualité	Adhésion aux programmes gouvernementaux Comptabilité - Gestion Autres
	b) Actions de perfectionnement professionnel	Lecture spécialisée Rencontre avec l'agronome ou autres spécialistes Associations spécialisées de production Média Autres

ANNEXE II (suite)

Dimensions	Indicateurs	Variables
	c) Actions de défense des intérêts des agriculteurs: . sentiment d'appartenance . sentiment de la fonction socio-économique des agriculteurs . recherche de pouvoir	Coop. Caisse pop. Fabrique Conseil de ville Parti politique Comité de citoyens U.P.A. Autres
Autres facteurs qui favorisent ou nuisent	a) Politiques b) Subventions c) Fléaux, pertes d) Conditions du marché e) Interprétations de spécialistes f) Voisins g) Média h) Autres	

ANNEXE III

Coordonnées sociodémographiques des agriculteurs

Nombre de personnes rejointes:

CSR du Grand-Portage	30
CSR Louis-Fréchette	29
CSR de l'Yamaska	32
Total	91

Age \ CSR	Grand-Portage %	Louis-Fréchette %	L'Yamaska %
24 ans et moins		3,45	
25 - 34 ans	26,66	13,79	12,50
35 - 44 ans	33,33	44,83	50,00
45 - 54 ans	30,00	20,69	28,12
55 ans et plus	10,00	17,24	9,38

Sexe \ CSR	Grand-Portage Nbre pers.	Louis-Fréchette Nbre pers.	L'Yamaska Nbre pers.
Masculin	28	28	29
Féminin	2	1	3

ANNEXE III (suite)

Statut civil / CSR	Grand-Portage Nbre pers.	Louis-Fréchette Nbre pers.	L'Yamaska Nbre pers.
Marié	28	27	32
Célibataire	1	2	
Autre	1		
Non spécifié			

Formation institutionnelle / CSR	Grand-Portage Nbre pers.	Louis-Fréchette Nbre pers.	L'Yamaska Nbre pers.
Générale:			
0 - 7	8	17	11
8 - 9	18	5	4
10 - 12		2	7
13 et plus		1	
Agricole initiale	1	1	7
Professionnelle de niveau secondaire	3	3	3

ANNEXE IV

Expérience de travail des agriculteurs

CSR / A la ferme	Grand-Portage %	Louis-Fréchette %	L'Yamaska %
9 ans et moins	23,33	10,34	6,25
10 - 19 ans	43,33	27,59	37,50
20 - 29 ans	20,00	27,59	28,125
30 - 39 ans	6,66	20,69	28,125
40 ans et plus	6,66	13,79	

CSR / Hors ferme	Grand-Portage %	Louis-Fréchette %	L'Yamaska %
Temps plein:			
9 ans et moins		10,34	9,375
10 - 19 ans			
20 - 29 ans		3,45	
Temps partiel:			
au début	36,66	20,69	21,875
régulièrement	30,00	6,90	21,875
occasionnellement	6,66	10,34	18,75
Aucune expérience	26,66	48,28	28,125

ANNEXE V

Les types de production et les types de producteurs

CSR / Types de production	Grand-Portage		Louis-Fréchette		L'Yamaska	
	Nbre prod. [1]		Nbre prod. [1]		Nbre prod. [1]	
	Prod. princ. [2]	Prod. sec. [3]	Prod. princ. [2]	Prod. sec. [3]	Prod. princ. [2]	Prod. sec. [3]
Lait	28		28	1	7	
Porc		4	1	16	3	4
Bovins	2	3				
Volailles				2		3
Grandes cultures					20	5
Horticulture		2			2	6
Autres		13		2		1

1 - Nombre de producteurs

2 - Production principale

3 - Production secondaire

ANNEXE V (suite)

CSR / Types de producteurs	Grand-Portage Nbre prod.	Louis-Fréchette Nbre prod.	L'Yamaska Nbre prod.
Petit:			
indépendant	6	6	8
non indépendant			
Moyen:			
indépendant	23	12	14
non indépendant			2
Gros:			
indépendant	1	11	7
non indépendant			1

ANNEXE VI

Les types de cours et les commentaires formulés

CSR / Types de cours suivis	Grand-Portage Nbre prod.	Louis-Fréchette Nbre prod.	L'Yamaska Nbre prod.
1 Blocs	2		
2 Spécialités de production			
3 Gestion	5 ..	5	2
4 Mécanique, entretien			
1 - 2		6	5
1 - 3	4	3	2
1 - 4			
1 - 2 - 3	6	9	4
1 - 2 - 4	2	2	4
1 - 3 - 4	3		1
1 - 2 - 3 - 4	8	4	11
2 - 3			2
2 - 4			
3 - 4			1

ANNEXE VI (suite)

CSR / Commentaires sur les cours	Grand-Portage Nbre prod.	Louis-Fréchette Nbre prod.	L'Yamaska Nbre prod.
1 Formation de de base	6	3	
2 Formation complémentaire	1	8	15
3 Echanges avec confrères			
4 Connaissance des services du MAQ			
1 - 2	16	13	14
1 - 3	1	1	
1 - 4			
2 - 3			1
2 - 4		1	1
1 - 2 - 3	5	2	
1 - 2 - 4			1
1 - 3 - 4			
2 - 3 - 4			
1 - 2 - 3 - 4	1	1	

ANNEXE VII

Les activités axées sur l'amélioration de la terre pour la culture

1. Aménagement du sol

CSR / Aménagement du sol	Grand-Portage Nbre prod.	Louis-Fréchette Nbre prod.	L'Yamaska Nbre prod.
Activités:			
1 Fossés ruisseaux		1	
2 Drains souterrains	4	7	23
3 Arrondissement des planches			2
4 Enfouissement des roches	7	3	
5 Aucune			
1 - 2		2	
1 - 3	1		1
1 - 4	7	2	
2 - 3	1	1	4
2 - 4	4	8	
3 - 4	5	1	2
1 - 2 - 3 - 4	1	2	
1 - 2 - 3			
1 - 2 - 4		2	

ANNEXE VII (suite)

Aménagement du sol / CSR	Grand-Portage Nbre prod.	Louis-Fréchette Nbre prod.	L'Yamaska Nbre prod.
Quand ?			
Avant les cours	21	12	12
Plus systématique depuis les cours	3	9	8
Depuis les cours	5	7	10
Pas de réponse	1	1	2

Influence:			
1 Agronomes		3	4
2 Cours	9	12	16
3 Lecture			2
4 Média			
5 Voisins			1
6 Publicité			3
7 Aucune	19	11	6
1 - 2	2	2	
1 - 2 - 5		1	

ANNEXE VII (suite)

2. Aide chimique

Aide chimique / CSR	Grand-Portage Nbre prod.	Louis-Fréchette Nbre prod.	L'Yamaska Nbre prod.
Activités:			
Analyse des sols et engrais	26	27	27
Analyse, ne suit pas les prescriptions pour les engrais	1	1	
Analyse de temps à autre	3	1	4
Aucune analyse			1
Quand ?			
Avant les cours	16	15	21
Plus systématique depuis les cours	6	5	8
Depuis les cours	7	8	1
Pas de réponse	1	1	2

ANNEXE VII (suite)

Aide chimique / CSR	Grand-Portage Nbre prod.	Louis-Fréchette Nbre prod.	L'Yamaska Nbre prod.
Influence:			
1 Agronomes	5	7	5
2 Cours	18	9	8
3 Lecture			
4 Média			
5 Voisins			1
6 Publicité		4	6
7 Aucune	6	8	9
1 - 2	1		1
1 - 6			1
2 - 6		1	1

ANNEXE VII (suite)

3. Qualité des semences

CSR / Qualité des semences	Grand-Portage Nbre prod.	Louis-Fréchette Nbre prod.	L'Yamaska Nbre prod.
Activités:			
1 Analyse des grains produits		4	2
2 Evaluation du taux de germination	2		
3 Achat de semences certifiées	22	23	28
4 Choix de types adaptés			
5 Aucune	2		2
1 - 2	1		
1 - 3			
2 - 3	2		
3 - 4	1	2	

Quand ?			
Avant les cours	20	12	25
Plus systématique depuis les cours	6	9	3
Depuis les cours	2	8	2

ANNEXE VII (suite)

Qualité des semences / CSR	Grand-Portage Nbre prod.	Louis-Fréchette Nbre prod.	L'Yamaska Nbre prod.
Influence:			
1 Agronomes	1	1	2
2 Cours	7	13	5
3 Lecture			
4 Média			
5 Voisins	1		
6 Publicité			1
7 Aucune	19	14	22
1 - 2		1	

ANNEXE VII (suite)

4. A qui les agriculteurs se réfèrent-ils lorsqu'ils rencontrent des difficultés dans les activités d'amélioration de la terre pour la culture ?

CSR / Références	Grand-Portage Nbre pers.	Louis-Fréchette Nbre pers.	L'Yamaska Nbre pers.
1 Consultation des experts du MAQ	14	10	10
2 Consultation des experts des Cies	2	3	2
3 Voisins	1		
4 Bulletins, lecture			
5 Soumission à la nature		2	3
6 Analyse le problème	4	7	5
7 Pas de réponse	8	5	11
1 - 2		1	1
1 - 3	1		
1 - 4		1	

ANNEXE VII (suite)

5. Associations professionnelles de producteurs (horticulture et grande culture) et profits retirés de ces associations

CSR / Associations	Grand-Portage Nbre pers.	Louis-Fréchette Nbre pers.	L'Yamaska Nbre pers.
Membres	1		11
Non membres	29	29	21
Avantages:			
1 Défense des intérêts			3
2 Négociation de contrats			2
3 Contrôle de qualité	1		
4 Aucun			1
5 Pas de réponse			4
2 - 3			1

ANNEXE VIII

Les activités axées sur l'amélioration du troupeau et de son rendement

1. Amélioration du troupeau

Amélioration du troupeau \ CSR	Grand-Portage Nbre prod.	Louis-Fréchette Nbre prod.	L'Yamaska Nbre prod.
Activités:			
1 Insémination	10	10	3
2 Insémination en partie	7	4	2
3 Achat d'animaux pur-sang	1	1	
4 Aucune		1	
1 - 3		1	
2 - 3	12	12	2

Quand ?			
Avant les cours	17	14	7
En même temps que les cours	10	8	
Depuis les cours	3	6	

ANNEXE VIII (suite)

CSR / Amélioration du troup.	Grand-Portage Nbre prod.	Louis-Préchette Nbre prod.	L'Yamaska Nbre prod.
Influence:			
1 Agronomes	6	5	2
2 Cours	8	10	
3 Lecture		2	
4 Média			
5 Voisins	2		
6 Aucune	14	8	5
1 - 2		2	
4 - 5		1	

ANNEXE VIII (suite)

2. Amélioration du rendement

CSR / Rendement	Grand-Portage Nbre prod.	Louis-Fréchette Nbre prod.	L'Yamaska Nbre prod.
1 PATLQ régulier	6	18	2
2 PATLQ officiel	2	5	
3 Analyse de la nourriture produite	4	1	
4 Rien	9	4	5
1 - 3	9	1	
2 - 3			

ANNEXE VIII (suite)

3. A qui les agriculteurs se réfèrent-ils lorsqu'ils rencontrent des difficultés reliées au bétail et à son rendement ?

CSR / Références	Grand-Portage Nbre prod.	Louis-Fréchette Nbre prod.	L'Yamaska Nbre prod.
1 Consultation du vétérinaire	12	18	7
2 Consultation du technicien du contrôle laitier	5	2	
3 Autres éleveurs			
4 Bulletins, lectures			
5 Agronomes			
6 Aucune	2	1	
1 - 2	11	8	

ANNEXE VIII (suite)

4. Associations professionnelles d'éleveurs et profits retirés de ces associations

CSR / Associations	Grand-Portage Nbre prod.	Louis-Fréchette Nbre prod.	L'Yamaska Nbre prod.
Membres	7	15	
Non membres	23	14	6

Avantages:			
1 Informations techniques	1	3	
2 Informations achat - vente		2	
3 Aucun			
1 - 2	6	10	

ANNEXE IX

Les activités axées sur l'amélioration de la gestion de l'entreprise agricole

1. Le système de comptabilité

CSR / Comptabilité	Grand-Portage Nbre pers.	Louis-Fréchette Nbre pers.	L'Yamaska Nbre pers.
Types:			
Personnelle	1	6	7
Carnet jaune	4	4	20
Can Farm	25	19	1
Autre forme mieux adaptée			4
Quand ?			
Avant les cours	2	12	13
En même temps que les cours	4	6	3
Depuis les cours	24	11	16

ANNEXE IX (suite)

CSR / Comptabilité	Grand-Portage Nbre prod.	Louis-Fréchette Nbre prod.	L'Yamaska Nbre prod.
Influence:			
1 Agronomes	6	1	1
2 Cours	23	21	18
3 Lecture			
4 Média			
5 Voisins			
6 Aucune		7	10
7 UPA			1
8 Comptable			2
9 Les agronomes et les cours	1		

ANNEXE IX (suite)

2. Les calculs économiques et leur utilisation

Calculs \ CSR	Grand-Portage Nbre pers.	Louis-Fréchette Nbre pers.	L'Yamaska Nbre pers.
En fait	19	24	27
N'en fait pas	11	5	5

Utilisation \ CSR	Grand-Portage Nbre pers.	Louis-Fréchette Nbre pers.	L'Yamaska Nbre pers.
1 Connaître ou non la rentabilité	2	3	16
2 Elimination de production non rentable		3	2
3 Décider de nouveaux investissements	3	3	
4 Informations utiles	14	14	4
5 Impôt seulement			
1 - 2			4
1 - 3		2	
1 - 5			1

ANNEXE X

L'exploitation des diverses sources d'information professionnelle

1. Lectures spécialisées

CSR / Lectures spécialisées	Grand-Portage Nbre pers.	Louis-Fréchette Nbre pers.	L'Yamaska Nbre pers.
Un périodique	3	1	3
Deux périodiques	17	7	10
Trois périodiques	6	9	15
Quatre périodiques	4	12	4

ANNEXE X (suite)

2. Programmes agricoles à la radio et à la télévision

Programmes \ CSR	Grand-Portage Nbre pers.	Louis-Fréchette Nbre pers.	L'Yamaska Nbre pers.
1 D'un soleil à l'autre			
2 La Semaine Verte	24	27	27
3 Bulletins locaux			
1 - 2	6	1	3
2 - 3		1	2

ANNEXE X (suite)

3. Le recours aux spécialistes du MAQ

Specialistes MAQ \ CSR	Grand-Portage Nbre pers.	Louis-Fréchette Nbre pers.	L'Yamaska Nbre pers.
1 Agronomes	29	23	25
2 Techniciens en comptabilité			
3 Techniciens du contrôle laitier			
4 Autres			
5 Aucun	1	2	7
1 - 2		4	

ANNEXE X (suite)

4. Le recours aux spécialistes des compagnies et coopératives

Spécialistes compagnies et coopératives / CSR	Grand Portage Nbre pers.	Louis-Fréchette Nbre pers.	L'Yamaska Nbre pers.
Techniciens en moulée	20	16	10
Techniciens en engrais		2	5
Comptables			
Conserveries			6
Aucun	10	2	10
1 - 2		9	
2 - 4			1

ANNEXE XI

Les participations

1. Economiques

CSR / Economiques	Grand-Portage Nbre pers.	Louis-Fréchette Nbre pers.	L'Yamaska Nbre pers.
Accepte des responsabilités	15	14	15
S'intéresse	15	15	17
Ne s'intéresse pas			

ANNEXE XI (suite)

2. Politiques

CSR / Politiques	Grand-Portage Nbre pers	Louis-Fréchette Nbre pers.	L'Yamaska Nbre pers
Accepte des responsabilités	11	11	10
S'intéresse	5	9	6
Ne s'intéresse pas	14	9	16

ANNEXE XI (suite)

3. Socioculturelles

Socio-culturelles / CSR	Grand-Portage Nbre pers.	Louis-Fréchette Nbre pers.	L'Yamaska Nbre pers.
Accepte des responsabilités	5	7	5
S'intéresse	1	8	4
Ne s'intéresse pas	24	14	23

ANNEXE XII

La défense des intérêts des agriculteurs

1. Sentiment d'être défendus par les dirigeants actuels et raisons apportées

CSR / Défendus par les dirigeants	Grand-Portage Nbre pers.	Louis-Fréchette Nbre pers.	L'Yamaska Nbre pers.
Oui	3	3	7
Non	12	14	6
Plus ou moins	15	12	19

Raisons:			
1 Mécontentement vis-à-vis les politiques	16	18	18
2 Comparaison avec d'autres groupes	6	3	8
3 Formulation de demandes	5	2	1
1 - 2	2	3	1
1 - 3	1	2	
2 - 3		1	
1 - 2 - 3			

ANNEXE XII (suite)

2. Le sentiment qu'ont les agriculteurs d'être en mesure de défendre leurs intérêts et sa justification

CSR / Autodéfense	Grand-Portage Nbre pers.	Louis-Fréchette Nbre pers.	L'Yamaska Nbre pers.
Oui	5	6	13
Non	12	13	7
Partiellement	13	10	12

Justification:			
Sentiment d'appartenance à un groupe	24	15	22
Sentiment d'impuissance	6	14	10

ANNEXE XIII

Les cours demandés et les raisons invoquées

CSR / Autres cours	Grand-Portage Nbre pers	Louis-Fréchette Nbre pers.	L'Yamaska Nbre pers.
Oui	26	28	28
Non	4	1	4
Lesquels ?			
1 Blocs			
2 Spécialité animale	1		1
3 Spécialité végétale	1		9
4 Comptabilité	1	1	
5 Mécanique agricole	6	9	5
6 Autres	4		2
1 - 2	1		
1 - 5		1	
2 - 3	1		5
2 - 4			
2 - 5	4	9	
2 - 6	1	1	1
3 - 4	1		

ANNEXE XIII (suite)

Autres cours \ CSR	Grand-Portage Nbre prod.	Louis-Fréchette Nbre prod.	L'Yamaska Nbre prod.
3 - 5	1	2	3
3 - 6			1
4 - 5	1	1	
4 - 6			1
5 - 6	2	1	
1 - 2 - 3		1	
2 - 3 - 5		1	
2 - 4 - 5	1		
3 - 4 - 5		1	

Raisons:			
1 Mise à jour	7	1	6
2 Economie d'argent	8	12	3
3 Spécialisation	6	6	14
4 Aucune		2	1
1 - 2	1		1
1 - 3	2	1	1
2 - 3	2	6	2
1 - 2 - 3			

ANNEXE XIV

Les améliorations souhaitées à l'organisation et aux prestations

CSR / Organisation - Prestations	Grand-Portage Nbre pers.	Louis-Fréchette Nbre pers.	L'Yamaska Nbre pers.
Horaire:			
Temps partiel		5	2
Statu quo	27	19	19
Jour horaire concentré	3	3	9
Soir		2	
Prestations:			
Statu quo	25	23	26
Augmentation	2	4	3
Réduction		1	
Abandon	3	1	1

/cb

Achevé d'imprimer à
Québec en février 1980, sur
les presses du Service des impressions en régie
du Bureau de l'Éditeur officiel
du Québec

Éditeur officiel
du Québec
Service des
impressions
en régie

Février 1980